

SCHAEFFER-DUFOUR

Société Anonyme au capital de 6.086.210,28 euros
Siège social : 66 Rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 BONDUES
945.450.716 RCS LILLE METROPOLE
Euronext Paris Compartiment C
Code ISIN : FR0000064511

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

AU 31 DECEMBRE 2014

SCHAEFFER-DUFOUR

Société Anonyme au capital de 6.086.210,28 euros
Siège social : 66 Rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 BONDUES
945.450.716 RCS LILLE METROPOLE
Euronext Paris Compartiment C
Code ISIN : FR0000064511

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Je soussigné,

Monsieur Vincent DUFOUR, Président Directeur Général de la société SCHAEFFER-DUFOUR, Société Anonyme au capital de 6.086.210,28 euros, dont le siège social est situé à BONDUES (59910) 66 Rue Jean-Baptiste Lebas, immatriculée sous le numéro 945.450.716 au Registre du Commerce et des Sociétés de LILLE METROPOLE,

Atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à BONDUES

Le 28 avril 2015

Vincent DUFOUR
Président Directeur Général

SCHAEFFER-DUFOUR

Société Anonyme au capital de 6.086.210,28 euros
Siège social : 66 Rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 BONDUES
945.450.716 RCS LILLE METROPOLE
Euronext Paris Compartiment C
Code ISIN : FR0000064511

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2014

Mesdames et Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale conformément aux dispositions légales et réglementaires, pour vous rendre compte de l'activité de votre Société, vous présenter les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2014 et les résultats qu'elle a obtenus au cours de cet exercice.

Les commentaires qui suivent passent également en revue l'activité et les résultats des différentes entreprises du Groupe composé de votre Société et de ses filiales et participations dont les comptes sont retenus au niveau de la consolidation.

Activité de la Société

L'exercice 2014 n'aura pas été favorable à notre Société en termes de résultats.

Les marchés financiers qui généraient l'essentiel de nos profits ces dernières années ont marqué une pause l'année dernière. Le résultat financier proche de 5 millions d'euros en 2013 s'est contracté à 1,79 million d'euros l'année dernière.

Le recentrage de nos activités dans le capital risque autour de notre filiale Norgefi se déroule conformément au plan prévu. Il s'agit d'une opération de long terme qui ne génère pas de profit dans l'immédiat. La contribution de la société Norgefi aux résultats des sociétés mises en équivalence se limite à 12 K€ en 2014.

L'activité imprimerie évolue toujours dans un environnement difficile nécessitant de continuel ajustements pour s'adapter aux marchés. L'acquisition à fin Septembre 2014 de la société Sopedi, située à Wissous, et la réorganisation concomitante de notre activité en région parisienne ont engendré une contribution négative de 200 K€ aux résultats en équivalence qui souffrent aussi de la réorientation des activités de la société Impression Directe dans le numérique ainsi que de l'alourdissement des charges pour assurer le développement de notre petite start-up On Print.

La conjonction de ces éléments font que le résultat des sociétés mises en équivalence est amputé des trois quarts à 103 K€.

Nous vous rappelons, par ailleurs, que nous avons procédé, en date du 08 Décembre 2014, à la réduction du capital social de notre Société de 6.226.456,54 euros à 6.086.210,28 euros par annulation des 18.394 actions que notre Société détenait en propre, la différence entre la valeur comptable des 18.394 actions annulées (478.244 €) et leur montant nominal (140.246,26 €) ayant été imputée sur le poste «Autres réserves». Le capital social est désormais fixé à la somme de 6.086.210,28 euros et divisé en 798.237 actions.

Nous revenons sur la situation de nos principales filiales et activités dans les paragraphes qui suivent. Les principaux agrégats de ces filiales sont repris dans la note 5 de l'annexe aux comptes consolidés.

Private Equity

Norgefi réalise un résultat net de 190 K€ en 2014 contre 317 K€ lors de l'exercice précédent qui avait bénéficié du boni de liquidation du fonds Siparex Nord et d'un meilleur dividende de la part de Siparex Associés. Les apports en compte courant pour abonder les souscriptions dans les fonds Siparex Midcap 2 et Midmarket 3 s'établissent à 8,1 M€ (dont 1,35 M€ pour notre filiale Salmon et Compagnie). Un emprunt complémentaire de 2,5 M€ a été souscrit auprès du CIC dans le même but.

D'autre part, les fonds Siparex Midcap 1, Midmarket 2 et Entrepreneurs dans lesquels Salmon et Compagnie et Schaeffer-Dufour avaient pris des engagements directs pour 3,3 M€ ont continué à évoluer favorablement, les performances cumulées étant étagées entre 23 % et 26 %. Les retours attendus sur ces différents fonds permettront à Salmon et Compagnie de subvenir aux besoins de financement de sa quote-part dans Norgefi.

Par contre, chez Salmon et Compagnie, nous avons dû porter la provision pour notre participation dans Re-Sources à 48 % de notre investissement initial, pour tenir compte de la situation difficile de plusieurs participations en portefeuille. La liquéfaction du portefeuille s'avère plus délicate que prévu.

Enfin, concernant la société Novostréa, de nouveaux avatars techniques ont entraîné la perte de nombreux naissains, ne permettant pas une commercialisation normale. Face aux difficultés de trésorerie engendrées par la situation, les dirigeants ont préféré initier une procédure de redressement judiciaire. Nous ne savons pas si une solution de continuité pourra être trouvée avec un partenaire nouveau.

Filiales diversifiées

- **Imprimerie :**

Tout le secteur continue à évoluer dans des conditions de concurrence intense qui nous obligent à adapter sans cesse nos business models à l'évolution du marché. Nous assistons à une importante structuration de notre profession et à l'émergence de véritables groupes dans un métier qui était traditionnellement très émietté. Ce phénomène est particulièrement fort dans le domaine de l'imprimerie en ligne.

- Nord Imprim : Le chiffre d'affaires est en baisse d'environ 3 %. La diminution des amortissements dérogatoires et la montée en puissance du CICE nous permettent de maintenir un résultat net favorable à 731 K€, malgré un résultat d'exploitation en retrait. Le retour à la croissance du chiffre d'affaires passera par notre capacité à élargir notre zone d'action géographique.

- Typoform : Depuis trois ans, nous menons une politique active pour relancer notre filiale. Le redressement du chiffre d'affaires se confirme avec une hausse de 21,45 % en 2014, mais cela ne nous permet pas encore de retrouver l'équilibre d'exploitation. La perte d'exploitation a néanmoins été réduite de moitié. D'autre part, suite au rachat de la société Sopedi, la société Mag 5/S.F est devenue la holding de tête de notre pôle parisien avec une direction unique pour les deux sociétés. La réorganisation de plusieurs services doit générer de substantielles économies et nous permettre de retrouver un résultat bénéficiaire dès cette année.
- Impression Directe : Malgré une hausse du nombre de commandes, nous subissons une importante diminution de chiffre d'affaires de l'ordre de 13 % consécutive à la baisse du panier moyen de commande. Dans ces conditions, notre résultat d'exploitation ressort tout juste au-dessus de l'équilibre, et le résultat de 232 K€ est généré par la plus-value sur la revente d'une presse offset. Nous allons accélérer la transformation de la société vers le tout numérique avec l'investissement dans deux machines indigo supplémentaires et sortir encore plus du secteur offset pour lequel la société est insuffisamment armée.
- Financière Kali : Notre chiffre d'affaires continue de s'effriter. Le résultat de la filiale Kali Communication se maintient autour du million d'euros grâce à la bonne maîtrise des charges. La concurrence est très active, particulièrement avec l'arrivée de groupes étrangers très présents tant en termes de marketing que de rachats d'entreprises. Nous sommes en train de transformer Kali Communication en un pur acteur Web, toutes les activités de production étant réparties dans les unités industrielles du Groupe afin de bénéficier de meilleurs prix de revient.
- Mag 5/S.F : Le chiffre d'affaires de la filiale Sopedi pour 2014 est de 9,2 M€ pour un résultat net de 216 K€. Une nouvelle presse Heidelberg XL 105 low energy est entrée en production en Janvier 2015 pour satisfaire une clientèle exigeante en termes de qualité. Nous tablons aussi sur les synergies mises en place avec la société Typoform pour améliorer le résultat, et ce malgré d'importants frais de crédit-bail et amortissements.
- On Print : Nous sommes entrés en phase de commercialisation dans le courant de l'année 2014. Malgré l'intérêt rencontré par les différents utilisateurs potentiels, il a fallu un certain temps pour signer les premiers contrats, et les premières facturations ne sont intervenues que dans le courant du dernier trimestre 2014. Compte tenu d'un budget de fonctionnement aux alentours de 1,2 M€, la perte d'exploitation s'établit à 840 K€. Une nouvelle augmentation de capital de 300 K€ sera initiée dans le courant du premier semestre 2015 pour donner à cette société les moyens indispensables à son développement. Compte tenu des éléments en notre possession, la perte d'exploitation devrait être réduite à environ 300 K€ en 2015.
- **Autres filiales :**
 - Afratex : Depuis la cession de nos intérêts en Afrique du Sud, la société ne gère plus qu'un portefeuille de valeurs mobilières. Nous nous posons la question de l'utilité de garder une telle structure qui alourdit inutilement notre gestion.

Valeurs mobilières de placement

Les marchés boursiers européens ont marqué une pause l'année dernière, entraînant une moindre valorisation de notre portefeuille.

Au bilan, le poste « Actifs financiers courants » représente désormais en juste valeur 33,9 M€ dont 23,6 M€ pour notre ligne Société de Négoce et de Participation (soit près de la moitié du total de l'actif consolidé).

Principaux risques et incertitudes

Notre Société a un endettement financier quasiment nul et ne connaît pas de risque de liquidité à court terme.

Plusieurs facteurs sont susceptibles d'avoir une influence sur les résultats et le patrimoine de notre Société :

- Investissements de private equity : La Société investit dans des fonds qui prennent des participations dans diverses sociétés dont certaines peuvent avoir des difficultés. Ce risque est limité grâce à la diversité des secteurs et des sociétés qui composent le portefeuille des FCP dans lesquels nous investissons.
- Risques liés aux opérations d'imprimerie : Dans le contexte des dernières années, les donneurs d'ordre ont accentué la pression sur les prix dans un marché où l'offre est excédentaire. Cette concurrence accrue peut avoir un impact certain sur les marges et les résultats de nos filiales évoluant sur ce secteur.
- Risques liés aux activités de recherche et développement : Ils sont liés aux investissements dans les sociétés nouvelles que nous accompagnons. La société limite ce risque en investissant qu'une proportion minimale de ses actifs dans ces opérations.
- Risques de placement : D'importants actifs financiers sont placés en actions de sociétés cotées. Le Groupe n'a pas recours à des produits financiers complexes risquant d'entraîner des pertes supérieures au capital, mais reste néanmoins exposé aux fluctuations des marchés pour ce qui concerne la juste valeur.

Ces diverses explications vous permettront de mieux comprendre les comptes sociaux et consolidés que nous proposons maintenant d'examiner plus en détail.

Comptes sociaux de la Société Schaeffer-Dufour

Les états financiers de l'exercice clos le 31 Décembre 2014 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

- **Compte de résultat :**

Les charges de gestion sont en augmentation de 40 K€ environ et s'élèvent à 285 K€, impactées par notre part de frais d'audit et d'acquisition des sociétés Mag 5/S.F et Sopedi.

Les comptes de produits financiers et de résultat exceptionnel sont à retraiter des écritures d'une part, de cession de la société Typoform à la société Mag 5/S.F, et d'autre part, de la clôture définitive des opérations de liquidation de la société Filatures Dufour. Tout arrive ! A chaque fois, les provisions passées sont reprises en produits financiers mais génèrent une perte correspondante au niveau du résultat exceptionnel.

Ces opérations n'ont pas d'impact sur le résultat final, qui en l'absence d'impôt société compte tenu de la nature de nos produits financiers, ressort au final à 554 K€. Ce résultat est principalement généré par le dividende de 733 K€ en provenance de notre filiale Salmon et Compagnie.

- **Bilan :**

- **Actif :**

La structure de l'actif est pratiquement inchangée. La diminution de la valeur brute des participations est contrebalancée par une diminution correspondante des provisions. Ces écritures concernent la cession de la société Typoform et la clôture définitive des opérations de liquidation de la société Filatures Dufour.

- **Passif :**

Le résultat a été pratiquement compensé par l'annulation de titres. La structure du passif reste quasiment inchangée. Les capitaux propres représentent 98 % du total bilan.

- **Projet d'affectation du résultat :**

Nous vous proposons donc d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 554.369,66 euros comme suit :

1) en totalité à titre de dividendes,
la somme de 554.369,66 euros, ci 554.369,66 euros

Total égal au bénéfice de l'exercice : 554.369,66 euros

Auquel s'ajoute :

2) un prélèvement sur le poste « Autres réserves »,
d'une somme de 243.867,34 euros, ci 243.867,34 euros
poste qui s'élevait à 740.421,92 euros, et qui de ce fait passerait à 496.554,58 euros

Les sommes distribuables s'élevant ainsi à : 798.237,00 euros
soit un dividende unitaire de 1,00 euro éligible à la réfaction de 40 %

Il est précisé que le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 31 Décembre 2014 éligibles à la réfaction de 40 % s'élèverait à 798.237,00 euros, soit la totalité des dividendes mis en distribution.

Le dividende en numéraire serait mis en paiement au siège social à compter du 25 Juin 2015.

Les actionnaires sont informés que lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France, conformément à l'article 158, 3.1° du Code général des impôts, la totalité des sommes distribuées et payées à compter du 1^{er} Janvier 2013 est soumise au barème progressif de l'impôt sur le revenu après réfaction de 40 % prévue au 2° de l'article 158, 3 du Code général des impôts, outre les prélèvements sociaux de 15,50 % (CSG, CRDS, prélèvement social de 4,5 %, contribution additionnelle à ce prélèvement et prélèvement de solidarité de 2 %) prévus par l'article L. 245-16 du Code de sécurité sociale.

Les autres bénéficiaires et les personnes morales ne bénéficient pas de la réfaction susvisée.

Les actionnaires sont en outre informés :

- qu'un acompte de 21 % sur l'impôt dû au titre des sommes distribuées depuis 2013, par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sera obligatoirement prélevé à la source, conformément aux dispositions de l'article 117 quater du Code général des impôts, sauf cas de dispense pouvant être demandée par un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50.000 euros pour les contribuables célibataires, divorcés, veufs ou mariés soumis à imposition séparée, ou 75.000 euros pour les contribuables mariés soumis à une imposition commune ou liés par un Pacs soumis à imposition commune,
- et que les prélèvements sociaux sur les dividendes versés aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, sont également prélevés à la source.

- **Rappel des dividendes distribués :**

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons les sommes distribuées au titre des trois exercices précédents :

Exercice 2013 : Néant

Exercice 2012 : Dividende de 1,10 euro par action (éligible à la réfaction de 40 %)

Exercice 2011 : Dividende de 3,00 euros par action (éligible à la réfaction de 40 %)

Comptes consolidés de la Société Schaeffer-Dufour

Nous vous précisons que les comptes consolidés sont établis selon les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS telles qu'applicables dans l'Union Européenne au 31 Décembre 2014 et que le Groupe a appliqué de manière rétrospective, à compter du 1^{er} Janvier 2014, le « pack conso » concernant les nouvelles normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 et leurs amendements, ainsi que les normes IAS 27 et 28 révisées. Les impacts de cette première application du « pack conso » sont repris dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Par ailleurs, nous vous indiquons que les sociétés Mag 5/S.F et Sopedi sont entrées dans le périmètre de consolidation en date du 30 Septembre 2014.

- **Compte de résultat :**

Les charges opérationnelles ont été totalement maîtrisées, permettant de limiter le déficit opérationnel à 417 K€ contre 428 K€ en 2013.

Par contre, les marchés financiers ont évolué de manière beaucoup moins favorable, le CAC 40 ayant été quasiment stable sur l'année. Compte tenu d'une moindre évolution de notre ligne Société de Négoce et de Participation, le résultat financier ressort à 1,79 M€ contre 4,92 M€ en 2013.

D'autre part, nous vous avons expliqué les raisons pour lesquelles le résultat des sociétés mises en équivalence est passé de 449 K€ à 103 K€.

Le résultat net consolidé ressort à 741 K€, en baisse de 78 % par rapport à 2013, ce qui confirme les commentaires sur la volatilité des résultats en normes IFRS dont nous avons beaucoup parlé il y a quelques années.

Le résultat net part du groupe est de 161 K€, représentant 0,20 euro par action.

- **Bilan :**

- **Actif :**

Comme pour les comptes sociaux, les chiffres de l'actif du bilan consolidé reflètent une grande stabilité par rapport au bilan 2013, le total bilan n'évoluant que de 200 K€.

- **Passif :**

Nous retrouvons cette forte stabilité des comptes au passif du bilan.

Toutefois, compte tenu de certaines écritures qui passent directement par les réserves, les capitaux propres part du groupe ressortent à 22,49 M€ contre 22,29 M€ en 2013. S'appliquant à un nombre d'actions réduit, les capitaux propres par action sont de 28,18 € contre 27,30 € en 2013, soit une augmentation de 0,88 € représentant une augmentation de 3,22 %.

La structure du bilan est solide.

Evénements intervenus depuis la clôture de l'exercice

Il convient de souligner qu'aucun événement important n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice, soit le 31 Décembre 2014, et la date à laquelle le rapport est établi.

Activités en matière de recherche et de développement

Eu égard à l'article L. 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que notre Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Evolution récente et perspectives

Le Conseil d'Administration de la société Salmon et Compagnie a donné son accord à l'intégration de deux nouvelles participations dans le domaine de l'imprimerie aux côtés de la société Techniphoto. Il s'agit des sociétés Fidélité Graphique à Wambrechies et Imprimerie Monsoise à Mons en Barœul. Ces opérations donneront à notre Groupe un large leadership dans la région et le placeront quasiment au premier rang de l'imprimerie offset feuille en France. Elles confirment l'attractivité de notre Groupe auprès de nombreuses imprimeries indépendantes qui ont du mal à se définir un avenir dans la conjoncture présente.

Avec l'amélioration des perspectives pour la société On Print, ces opérations devraient redonner plus de couleur à notre résultat des sociétés mises en équivalence.

Nous poursuivons également le plan Norgefi tel qu'il a été défini en 2012.

En ce qui concerne les résultats financiers, qui constituent une large part de notre résultat, le début d'année a été favorable, mais il ne nous est pas possible d'établir une prévision sur l'année.

De même, les chiffres 2015 concernant notre ligne Société de Négoce et de Participation ne nous sont pas encore parvenus.

Il faudra attendre les résultats au 30 Juin pour avoir une idée plus précise de l'évolution de l'exercice en cours.

Délais de paiement des fournisseurs

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des deux derniers exercices clos, le solde des dettes à l'égard des fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

En €	31/12/2014	Echéance			
		< 30 jours	≤ 60 jours	≤ 90 jours	> 90 jours
Fournisseurs	298,71	298,71	/	/	/

En €	31/12/2013	Echéance			
		< 30 jours	≤ 60 jours	≤ 90 jours	> 90 jours
Fournisseurs	25.232	1.594	7.722	162	15.754

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

Jetons de présence

Nous vous rappelons que le montant des jetons de présence est fixé à la somme de 15.000 euros annuels.

Informations relatives aux participations

Nous avons pris, au cours de l'exercice écoulé, une participation à hauteur de 740 K€ soit 15,01 % dans le capital social de la société Mag 5/S.F, société par actions simplifiée au capital de 155.700 euros, dont le siège social est situé à BONDUES (59910) 66 Rue Jean-Baptiste Lebas, immatriculée sous le numéro 401.853.643 au Registre du Commerce et des Sociétés de LILLE METROPOLE, cette société détenant elle-même 100 % du capital social de la société SOPEDI, société anonyme au capital de 400.000 euros, dont le siège social est situé à WISSOUS (91320) Zone Industrielle de Villemilan - 5 Avenue Ampère, immatriculée sous le numéro 642.059.513 au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY. Cette prise de participation s'est faite pour partie par acquisition de 450 actions en date du 30 Septembre 2014 et pour partie par souscription de 329 actions dans le cadre de l'augmentation de capital en date du 15 Octobre 2014.

Nous avons, par ailleurs, procédé au reclassement de notre participation Typoform. En effet, nous avons cédé, en date du 30 Septembre 2014, les 396 actions que nous détenions dans le capital social de la société Typoform à la société Mag 5/S.F, ce qui a entraîné la reprise de la provision pour dépréciation d'un montant de 266 K€.

Nous avons, d'autre part, procédé à la sortie des titres de la société Filatures Dufour compte tenu de la clôture définitive des opérations de liquidation, ce qui a entraîné la reprise de la provision pour dépréciation d'un montant de 961 K€.

Enfin, afin d'actualiser la valeur des titres de participations, il a été décidé :

- d'une part, de constituer une provision pour dépréciation des titres de la société Novostréa d'un montant de 49.997,36 euros, ainsi qu'une provision pour dépréciation des obligations convertibles en actions d'un montant de 50.000,00 euros, ramenant ainsi la valeur nette de cette participation à zéro ; et
- d'autre part, de procéder à une reprise partielle de la provision pour dépréciation des titres de la société Afratex à hauteur de 74.727,00 euros, ramenant ainsi la valeur nette de cette participation à 1.228.319,55 euros.

Social

L'effectif du Groupe est nul au 31 Décembre 2014.

Capital et actions - Programme de rachat d'actions

• Capital et actions - Evolution de l'actionnariat :

Le capital de votre Société est de 6.086.210,28 euros réparti en 798.237 actions.

Au 31 Décembre 2014 :

- la société H.G.D. Participations détenait individuellement 688.695 actions de la Société représentant 1.077.092 droits de vote, soit plus des deux tiers du capital et plus des deux tiers des droits de vote de la Société ;
- le relevé nominatif montre que les actionnaires appartenant à la famille Dufour représentent plus de 97 % du capital et des droits de vote.

A titre d'information, la société Techniphoto possède plus du tiers du capital et des droits de vote de la société H.G.D. Participations, la société A. Salmon plus du vingtième et François-Régis Motte plus du dixième, le solde des actions de la société H.G.D. Participations étant réparti entre 112 associés, tous membres de la famille Dufour.

Conformément à la loi, nous vous indiquons, en fonction des informations que nous avons reçues, l'identité des actionnaires détenant, à la clôture de l'exercice, un pourcentage de participation supérieur aux seuils définis par les textes en vigueur.

A la connaissance de votre Conseil d'Administration, la société H.G.D. Participations détenait au 31 Décembre 2014 plus des deux tiers des actions et plus des deux tiers des droits de vote.

- **Rachat par la Société de ses propres actions :**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce, nous vous rendons compte de la réalisation des opérations d'achat d'actions préalablement autorisées par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 21 Juin 2014 dans le cadre d'un programme de rachat.

- Titres concernés : actions
- Pourcentage maximum autorisé par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 21 Juin 2014 : 10 % du nombre d'actions composant le capital social au 21 Juin 2014, soit 81.663 actions pour un montant maximum de 2.449.890 euros
- Prix d'achat unitaire maximum : 30 euros
- Rappel des objectifs du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 21 Juin 2014 :
 - conserver les actions en vue de les remettre en paiement ou en échange, notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe, dans le respect de la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers et dans les limites prévues à l'alinéa 6 de l'article L. 225-209 du Code de commerce
 - assurer l'animation du marché ou la liquidité de l'action par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI
 - réduire le capital de la Société par annulation d'actions rachetées
- Durée de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 21 Juin 2014 : 18 mois à compter de la date de l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 21 Juin 2014, soit jusqu'au 20 Décembre 2015

Le Conseil d'Administration du 24 Septembre 2014 a décidé de subdéléguer au Président Directeur Général le pouvoir de mettre en œuvre ce programme de rachat d'actions et ce dans les limites définies par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 21 Juin 2014. Ce programme de rachat d'actions a fait l'objet d'un descriptif conformément à la réglementation en vigueur.

Au cours de l'exercice écoulé, la Société a procédé à un rachat sur ses propres actions dans le cadre de ce programme et détenait ainsi 18.394 de ses propres actions, soit environ 2,25 % du capital.

Nous vous précisons que le Conseil d'Administration du 24 Septembre 2014 a décidé de subdéléguer au Président Directeur Général le pouvoir d'annuler les actions acquises par la Société dans le cadre du programme de rachat d'actions et ce dans les limites définies par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 21 Juin 2014. Le Président Directeur Général ayant fait usage de cette subdélégation a décidé, en date du 08 Décembre 2014, de réduire le capital social de la Société de 6.226.456,54 euros à 6.086.210,28 euros par annulation des 18.394 actions que la Société détenait en propre, la différence entre la valeur comptable des 18.394 actions annulées (478.244 €) et leur montant nominal (140.246,26 €) ayant été imputée sur le poste « Autres réserves », et de modifier corrélativement l'article 6 des statuts.

- **Autorisation d'un programme de rachat d'actions et de réduction du capital social par voie d'annulation des actions rachetées dans le cadre du programme de rachat d'actions**

Nous vous proposerons, par ailleurs, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, d'autoriser votre Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, pour une nouvelle période de dix-huit mois à compter du 20 Juin 2015, à opérer dans la limite légale, en une ou plusieurs fois, en bourse ou autrement, notamment par achat d'actions de la Société ou par utilisation de produits dérivés, en vue de leur conservation, ou en vue de procéder à des opérations d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe, ou en vue d'assurer l'animation du marché des titres dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI, ou encore, pour une durée de vingt-quatre mois, en vue de les annuler dans la limite légale de 10 % du capital social, par période de vingt-quatre mois.

Nous vous proposerons de fixer le nombre maximal d'actions pouvant être achetées à 10 % du nombre total des actions composant le capital social, le prix d'achat pour une action ne pouvant être inférieur à 15 euros, ni supérieur à 30 euros, étant ici précisé que le nombre d'actions rachetées par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5 % du capital. Cette limite de 10 % s'applique à un montant du capital de la Société qui sera, le cas échéant, ajusté pour prendre en compte les opérations affectant le capital social postérieurement à l'Assemblée Générale, les acquisitions réalisées par la Société ne pouvant en aucun cas l'amener à détenir, directement et/ou indirectement par l'intermédiaire de filiales indirectes, plus de 10 % du capital social.

Ce programme de rachat d'actions fera, en cas de mise en œuvre de cette autorisation par votre Conseil d'Administration, l'objet d'un descriptif et d'un communiqué préalables, conformément à la réglementation en vigueur.

Cette autorisation annule et remplace pour la période restant à courir celle donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire du 21 Juin 2014.

Par ailleurs, conformément aux dispositions législatives, l'Assemblée Générale sera informée chaque année de la réalisation des opérations effectuées dans le cadre du programme qu'elle a autorisé, en précisant en particulier, pour chacune des finalités, le nombre et le prix des actions ainsi acquises, le volume des actions utilisées pour ces finalités ainsi que les éventuelles réaffectations à d'autres finalités que celles initialement prévues.

Conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce

Nous vous précisons qu'aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

Actionnariat des salariés

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons que la Société n'emploie aucun salarié.

Nous vous signalons également qu'aucun plan de souscription ou d'achat d'actions ou d'épargne d'entreprise n'a été mis en place compte tenu que la Société n'emploie aucun salarié.

Administration et contrôle de la Société

- **Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Gaston DUFOUR**

Le mandat d'administrateur de M. Gaston DUFOUR arrivant à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale, nous vous proposons de le renouveler dans ses fonctions pour une nouvelle période de six années qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 Décembre 2020.

- **Situation des mandats des Commissaires aux Comptes**

Nous vous précisons qu'aucun mandat des Commissaires aux Comptes n'est arrivé à expiration.

- **Liste des mandats et autres fonctions exercés par les mandataires sociaux au 31 Décembre 2014**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Monsieur Vincent Dufour

Président Directeur Général de la Société :

- SALMON ET COMPAGNIE à BONDUES (Nord)
- SOPEDI à WISSOUS (Essonne)

Président des Sociétés :

- AFRATEX à CHUR (Suisse)
- FINANCIERE KALI à BONDUES (Nord)
- H.G.D. PARTICIPATIONS à BONDUES (Nord)
- KALI COMMUNICATION à WAMBRECHIES (Nord)
- NORGEFI à MARCQ EN BARŒUL (Nord)
- TECH IMMO à BONDUES (Nord)
- TECHNIPHO à BONDUES (Nord)
- TECHNOFA à BONDUES (Nord)

Administrateur des Sociétés :

- FINANCIERE TEXDUNES à STEENVOORDE (Nord)
- H.G.D. PARTICIPATIONS à BONDUES (Nord)

Membre du Conseil de Surveillance du FCPR SIPAREX MIDCAP et SIPAREX ENTREPRENEURS.

ADMINISTRATEURS

a) Monsieur Hubert Devaux

Président Directeur Général de la Société FINANCIERE TEXDUNES à STEENVOORDE (Nord)

Représentant permanent de la Société FINANCIERE TEXDUNES au Conseil d'Administration de la Société TEXTILES DES DUNES à STEENVOORDE (Nord)

Représentant permanent de la Société SCHAEFFER-DUFOUR au Conseil d'Administration de la Société SALMON ET COMPAGNIE à BONDUES (Nord)

Administrateur des Sociétés :

- H.G.D. PARTICIPATIONS à BONDUES (Nord)
- SOPEDI à WISSOUS (Essonne)

Gérant des Sociétés :

- S.C.I. RAYON VERT à ARMENTIERES (Nord)
- SCI SAINT MARTIN DU 18 à LA MADELEINE (Nord)
- SEPROFI à LA MADELEINE (Nord)

b) Monsieur Luc Dufour

Administrateur de la Société H.G.D. PARTICIPATIONS à BONDUES (Nord)

Gérant de la Société NEOVAL SARL à ROUBAIX (Nord)

c) Monsieur François-Régis Motte

Administrateur des Sociétés :

- BANQUE TRANSATLANTIQUE BELGIUM à BRUXELLES (Belgique)
- H.G.D. PARTICIPATIONS à BONDUES (Nord)
- ID GROUP à ROUBAIX (Nord)
- MEDIA-PARTICIPATIONS à BRUXELLES (Belgique)
- NORGEFI à MARCQ EN BARŒUL (Nord)
- ROUGIER S.A. à NIORT (Deux Sèvres)
- SALMON ET COMPAGNIE à BONDUES (Nord)
- SECOM à VILLENEUVE D'ASCQ (Nord)
- SIPAREX ASSOCIES à LYON (Rhône)

d) Monsieur Gaston Dufour

Administrateur de la Société H.G.D. PARTICIPATIONS à BONDUES (Nord)

Gérant des Sociétés :

- GADDIM à VILLENEUVE D'ASCQ (Nord)
- SCI DUSEF à VILLENEUVE D'ASCQ (Nord)
- SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE FLANDRES à CANNES (Alpes-Maritimes)

e) Société Techniphoto

Représentant permanent : Monsieur Hervé DUFOUR, ce dernier exerçant également le mandat social suivant :

- **Représentant permanent** de la Société TECHNIPHOTO au Conseil d'Administration de la Société H.G.D. PARTICIPATIONS à BONDUES (Nord)

f) Société A. Salmon

Représentant permanent : Monsieur René SALMON, ce dernier exerçant également les mandats sociaux suivants :

- **Président** des Sociétés :
 - FAILLE à LA CHAPELLE D'ARMENTIERES (Nord)
 - ISNF à LA CHAPELLE D'ARMENTIERES (Nord)
 - SDNP à LA CHAPELLE D'ARMENTIERES (Nord)
- **Gérant** des Sociétés :
 - RESAL CONSEIL à MARCQ EN BARŒUL (Nord)
 - SCI FAILLE ARAGO à LA CHAPELLE D'ARMENTIERES (Nord)
 - SPRL SALMON DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL à EVERE (Belgique)
- **Président du Comité de Surveillance** de la Société SAFILIN à SAILLY SUR LA LYS (Pas-de-Calais)
- **Président du Conseil de Surveillance** de la Société ARCHING à SAILLY SUR LA LYS (Pas-de-Calais)
- **Membre du Comité de Direction** de la Société A. SALMON à SAILLY SUR LA LYS (Pas-de-Calais)
- **Représentant permanent** de la Société A. SALMON au Conseil d'Administration de la Société H.G.D. PARTICIPATIONS à BONDUES (Nord)

- **Rémunération des mandataires sociaux**

Pour compléter votre information dans le cadre des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous indiquons les rémunérations perçues par chacun des membres du Conseil d'Administration tant au titre de la Société Schaeffer-Dufour que des sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce :

- M. Vincent Dufour : 4.143 €
 - M. Hubert Devaux : 2.143 €
 - M. Luc Dufour : 2.143 €
 - M. François-Régis Motte : 3.810 €
 - M. Gaston Dufour : 2.143 €
 - La société Techniphoto : 4.143 €
 - La société A. Salmon : 2.143 €
- Rémunération des prestations de direction accomplies par Techniphoto : 50.000 € HT soit 60.000 € TTC, répartis par moitié entre Schaeffer-Dufour et Salmon et Compagnie.

Par ailleurs, nous vous précisons que :

- aucun administrateur n'a de contrat de travail avec une société du Groupe
- il n'est programmé aucune indemnité de départ
- les jetons de présence sont la seule rémunération versée aux administrateurs.

Informations sur les conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société

L'activité holding de votre Société, qui n'emploie aucun salarié, n'a aucune incidence au plan environnemental.

Informations sur la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE)

En application des articles L. 225-102-1 et R. 225-104 à R. 225-105-2 du Code de commerce, nous devons vous communiquer les informations sur la manière dont la Société et ses filiales prennent en compte les conséquences sociales et environnementales de leur activité ainsi que sur leurs engagements sociétaux en faveur du développement durable et en faveur de la lutte contre les discriminations et de la promotion des diversités, ce qui figure dans le rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise ci-après, rapport qui fait partie intégrante du présent rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 Décembre 2014.

*
* *

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions recueillent votre approbation et que vous acceptiez de donner aux membres du Conseil d'Administration de la Société, quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice social 2014, sur lequel vous avez à vous prononcer.

Votre Conseil d'Administration vous invite, après avoir pris connaissance du rapport du Président du Conseil d'Administration et des rapports de vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31.12.2010	31.12.2011	31.12.2012	31.12.2013	31.12.2014
I - Situation financière en fin d'exercice (milliers d'euros)					
a) Capital social	6.319,47	6.319,47	6.319,47	6.226,45	6.086,21
b) Nombre d'actions émises	828.831	828.831	828.831	816.631	798.237
II - Opérations et Résultats de l'exercice (milliers d'euros)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes (non comprises les recettes exceptionnelles par plus-values de cession)	2.406	1.739	1.679	1.117	2.208
b) Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	2.009	1.279	1.027	516	- 651
c) Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
e) Résultat après impôt, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	1.379	603	1.105	279	554
f) Résultat distribué	497	2.486	898	0	798 (*)
III - Résultat par action (en euros)					
a) Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant dotation nettes aux amortissements et provisions	2,42	1,54	1,25	0,63	- 0,82
b) Résultat après impôt, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	1,66	0,73	1,35	0,34	0,69
c) Dividende attribué à chaque action	0,60	3	1,10	0	1 (*)
IV - Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1	1	0	0	0
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	60	60	0	0	0
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc...)	27	28	0	0	0
(*) Proposition d'affectation					

SCHAEFFER-DUFOUR

Société Anonyme au capital de 6.086.210,28 euros
Siège social : 66 Rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 BONDUES
945.450.716 RCS LILLE METROPOLE
Euronext Paris Compartiment C
Code ISIN : FR0000064511

RAPPORT SUR LA RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

Mesdames et Messieurs,

Au fur et à mesure des évolutions stratégiques et économiques, le Groupe s'est totalement désengagé des activités textiles et n'a plus de salariés. Le Groupe est aujourd'hui sans objet industriel et peut être qualifié de « société holding d'investissement » dont les principaux actifs sont des participations dans des fonds de private equity, des participations minoritaires dans des sociétés non cotées de secteurs d'activité diversifiés, des valeurs mobilières de placement, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

1. Informations sociales

En l'absence d'effectif salarié au cours des exercices 2014 et 2013 dans les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale, la Société et le Groupe ne sont pas concernés par l'information sociale.

Précisons que les tâches administratives, comptables et financières de la Société Schaeffer-Dufour et de sa filiale Salmon et Compagnie sont réalisées dans le cadre d'une convention de prestations conclue avec la société Techniphoto moyennant le paiement d'une rémunération au forfait jour.

2. Informations environnementales

a. Politique générale en matière environnementale

Etant donné son activité de holding d'investissement et faisant appel à des prestataires de services externes, le Groupe n'a pas directement la maîtrise de son impact environnemental, et n'engage pas de formation de protection de l'environnement ni de moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions.

Aucune provision et garantie pour risques en matière d'environnement n'est nécessaire.

b. Pollution et gestion de déchets

Au niveau du siège, la Société est attentive au tri sélectif des déchets et est vigilante sur sa consommation d'énergie et de papier. L'activité de la Société n'engendre pas de rejets affectant l'environnement, ni de nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique.

c. Utilisation durable des ressources

Parce que la Société a une activité de holding d'investissement et qu'elle a recours à des prestataires de services externes, et en raison de l'absence d'effectif salarié et comme elle loue ses locaux dans un immeuble de bureaux, le Groupe n'est pas en mesure de chiffrer ses consommations directes d'énergies et de matières.

Le Groupe n'a pas recours à des énergies renouvelables et n'utilise pas de sols.

d. Changement climatique

En raison de son activité de holding d'investissement, le Groupe n'est pas concerné par les rejets de gaz à effet de serre et à l'adaptation aux conséquences du changement climatique.

e. Protection de la biodiversité

En raison de son activité de holding d'investissement, le Groupe n'est pas concerné par des mesures à prendre pour préserver ou développer la biodiversité.

3. Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

a. Impact territorial, économique et social de l'activité de la Société

Lors des décisions d'investissements dans une participation minoritaire dans des sociétés non cotées de secteurs d'activité diversifiés, en lien avec ses valeurs paternalistes, le Groupe s'interroge sans formalisme particulier sur les conséquences de son investissement en matière d'emploi local direct et indirect.

En raison de son activité de holding d'investissement, l'activité du Groupe n'a pas d'impact sur la population riveraine ou locale.

b. Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la Société

En raison de son activité de holding d'investissement, le Groupe ne mène pas de dialogue avec les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines.

Le Groupe n'a engagé aucune action de partenariat ou de mécénat.

c. Sous-traitance et fournisseurs

Le Groupe a essentiellement recours à des prestataires externes de services intellectuels (avocats, commissaires aux comptes, banque d'affaires...). Dans le cadre de son activité, le Groupe n'a pas formalisé spécifiquement de politique d'achat tenant compte des enjeux sociaux et environnementaux.

d. Loyauté des pratiques

Pour prévenir la corruption, le Groupe n'a recours qu'à des prestataires de services externes qui présentent une bonne réputation sur la place. Aussi, pour les contrats de services pluriannuels, il est généralement procédé à une mise en concurrence.

Pour les opérations d'investissement, dans le cadre de la procédure TRACFIN, la Société peut être tenue de déclarer à ses banques partenaires l'origine des fonds engagés. Aussi, ses prestataires externes de services intellectuels sont généralement des professions soumises à l'obligation de lutte contre le blanchiment.

En raison de son activité de holding d'investissement, aucune mesure particulière n'est prise en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs.

L'activité du Groupe n'est pas concernée par des actions engagées en faveur des droits de l'homme.

4. Note méthodologique de reporting des informations RSE

a. Référentiel

Le rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) du Groupe Schaeffer-Dufour se base sur les articles L. 225-102-1 et R. 225-104 à R. 225-105-2 du Code de commerce et se réfère au Guide méthodologique RSE de Mai 2012 du MEDEF.

b. Période de reporting

Les informations couvrent la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre de l'année.

La remontée de ces informations s'effectue à une fréquence annuelle.

c. Périmètre

Le périmètre des informations RSE ne comprend que les sociétés consolidées dans les états financiers selon la méthode de l'intégration globale (articles L. 233-1 et L. 233-3 du Code de commerce). Ainsi, les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence sont, par conséquent, exclues du périmètre.

d. Indicateurs de performance

En l'absence d'effectif salarié, le reporting quantitatif des informations sociales n'est pas applicable à la Société.

En raison de son activité de holding d'investissement et parce qu'il a recours à des prestataires de services externes, et comme il loue auprès d'un bailleur tiers ses locaux dans un immeuble de bureaux, le Groupe estime qu'il n'est pas en mesure de collecter d'indicateurs représentatifs des impacts environnementaux et sociétaux liés à son activité et des risques associés aux enjeux de son activité exercée.

e. Consolidation et contrôle interne

Les données et les informations qualitatives sont collectées de manière centralisée par le service financier. Les données sont contrôlées et validées par la Direction Générale et le Conseil d'Administration.

f. Contrôles externes

La Société a nommé un organisme tiers indépendant (OTI) pour faire vérifier et faire attester la présence et la sincérité des informations RSE.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

KPMG S.A.
Siège social
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Schaeffer-Dufour S.A.

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2014

Schaeffer-Dufour S.A.

66 Rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 BONDUES

Ce rapport contient 4 pages

KPMG S.A.
Siège social
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Schaeffer-Dufour S.A.

Siège social : 66 Rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 BONDUES
Capital social : €. 6.086.210,28

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2014

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant de la société Schaeffer-Dufour accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049¹ et membre du réseau KPMG International comme l'un de vos commissaires aux comptes, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2014, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément au référentiel utilisé par la société (ci-après le « Référentiel »), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

¹ Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de trois personnes en avril 2015 pour une durée d'environ deux jours. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000².

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la note méthodologique présentée au paragraphe « Rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise » du rapport de gestion.

Sur la base de ces travaux et compte tenu du fait que la société est une holding d'investissement nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

² ISAE 3000 – *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené un entretien avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE. La société est une holding d'investissement qui n'a pas de salariés.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Paris La Défense et Marcq-en-Baroeul, le 29 avril 2015

KPMG S.A.

Patrick Lequint
Associé

Philippe Arnaud
Associé
Département Changement Climatique &
Développement Durable



KPMG AUDIT NORD
159 avenue de la Marne
CS 75039
59705 Marcq en Baroeul Cedex
France



27 Rue de l'Abbé Lemire
59700 Marcq en Baroeul
France

Schaeffer Dufour SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014
Schaeffer Dufour SA
66 rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 Bondues



KPMG AUDIT NORD
159 avenue de la Marne
CS 75039
59705 Marcq en Baroeul Cedex
France



27 Rue de l'Abbé Lemire
59700 Marcq en Baroeul
France

Schaeffer Dufour SA

Siège social : 66 rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 Bondues
Capital social : €.6 086 210,28

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Schaeffer Dufour SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note « III.-3 Immobilisations financières » de l'annexe expose dans son paragraphe 3.1 les règles et estimations comptables relatives à l'évaluation des titres de participation et autres titres immobilisés. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Marcq en Baroeul, le 29 avril 2015

Marcq en Baroeul, le 29 avril 2015

KPMG Audit Nord

F2B Audit Baron Boudoul

Patrick Lequint
Associé

Jean-Philippe Boudoul
Associé

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2014

euros

	2014		2013	
PRODUITS COURANTS		2 207 960		1 116 937
Ventes de marchandises	-		-	
Services	-		-	
Produits financiers de participations	732 900		747 616	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	- 1 706		2 559	
Produits des valeurs mobilières de placement et divers	-		-	
Autres intérêts et produits assimilés	72 348		55 010	
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 304 811		294 632	
Gains de change	-		-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	97 607		15 120	
Autres produits	2 000		2 000	
CHARGES COURANTES		417 421		836 432
Achats de marchandises	-		-	
Autres achats et charges externes	268 786		229 312	
Impôts, taxes et versements assimilés	615		995	
Salaires et traitements	-		-	
Charges sociales	-		-	
Dotations aux amortissements sur immobilisations	245		483	
Dotations aux provisions	99 997		532 041	
Intérêts et charges assimilées	-		155	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	32 781		61 224	
Autres charges	14 997		12 222	
I. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		1 790 539		280 505
PRODUITS EXCEPTIONNELS		642 732		-
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	275		-	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	640 029		-	
Reprises sur provisions pour dépréciations exceptionnelles	2 428		-	
Autres produits exceptionnels	-		-	
Reprises sur provisions pour risques exception.	-		-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		1 878 901		1 582
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	2 598		1 582	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 874 922		-	
Dotations aux provisions pour dépréciations et charges exceptionnelles	1 381		-	
2. RESULTATS EXCEPTIONNELS		- 1 236 169		- 1 582
3. IMPOTS SUR LES BENEFICES				
4. RESULTAT NET DE L'EXERCICE (1 + 2 - 3)		554 370		278 923

BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

ACTIF (en euros)	31.12.2014			31.12.2013
	Brut	Amortissements/ Provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	5 548	5 548	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	5 031	-	5 031	5 031
Constructions	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 572	4 554	1 018	161
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations	8 375 086	3 750 047	4 625 039	4 455 758
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	182 311	63 507	118 804	298 322
Prêts	44 659	-	44 659	61 391
Autres immobilisations financières	1 880	-	1 880	1 880
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	8 620 087	3 823 656	4 796 431	4 822 543
CREANCES				
Fournisseurs avances et acomptes	1 000	-	1 000	1 000
Clients et comptes rattachés	6 718	6 718	-	6 119
Autres créances	808 885	152 539	656 346	545 040
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
Autres titres	2 492 937	56 736	2 436 201	2 042 180
DISPONIBILITES	270 067	-	270 067	716 192
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	3 579 607	215 993	3 363 614	3 310 531
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	5 365	-	5 365	5 926
TOTAL DE L'ACTIF	12 205 059	4 039 649	8 165 410	8 139 000

BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

PASSIF (en euros)	31.12.2014	31.12.2013
CAPITAUX PROPRES		
Capital	6 086 210	6 226 457
Primes d'émission , de fusion, d'apport	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserve légale proprement dite	658 000	658 000
Réserves réglementées	-	-
Autres réserves (Réserve générale)	740 422	799 497
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	554 370	278 923
Provisions réglementées	1 381	-
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	8 040 383	7 962 877
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	-	-
Provisions pour engagements de retraite	-	-
Provisions pour autres charges		
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	-	-
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	-	-
Emprunts et dettes financières divers	987	129
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	78 695	25 232
Dettes fiscales et sociales	267	270
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	27 100	62 020
Autres dettes	17 978	88 472
TOTAL DES DETTES	125 027	176 123
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-	-
TOTAL DU PASSIF	8 165 410	8 139 000

SCHAEFFER-DUFOUR S.A.

Exercice 2014

Annexe aux comptes sociaux

I. FAITS CARACTERISTIQUES.

Le capital social de la société Schaeffer Dufour a été réduit le 08/12/2014 à concurrence de 140 K€ par annulation de 18 394 actions détenues en propre. Il s'élève désormais à 6 086 K€ (798 237 actions de valeur nominale égale à 7,62 €).

La société Schaeffer Dufour a pris le 30/09/2014 une participation de 15 % dans la société Mag 5 SF pour un prix de 439 K€. En octobre 2014, cette dernière a procédé à une augmentation de capital social à laquelle a participé la société Schaeffer Dufour à hauteur de 301 K€. Ainsi, au 31/12/2014, la société Schaeffer Dufour détient une participation de 15 % dans la société Mag 5 SF dont la valeur comptable ressort à 740 K€.

La participation dans la société Typoform a été cédée le 30/09/2014 à la société Mag 5 SF pour un prix de vente de 634 K€, l'opération générant une moins-value de 277 K€. Compte tenu de la reprise de la provision pour dépréciation des titres constatée antérieurement à hauteur de 266 K€, l'impact sur le résultat de l'exercice clos au 31/12/2014 est de – 11 K€.

Les opérations de liquidation de la société Filatures Dufour étant closes, la participation (961 K€) dans cette société a été constatée en pertes exceptionnelles. Cette participation étant dépréciée intégralement, l'impact sur le résultat de l'exercice clos au 31/12/2014 est nul.

La participation et les obligations convertibles dans la société Novostrea ont fait l'objet d'une dotation pour dépréciation d'un montant global de – 100 K€.

II. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- * continuité de l'exploitation
- * permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- * indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels prévues par le Code de commerce et le plan comptable général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

III. INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN, AU COMPTE DE RESULTAT ET AU TABLEAU DE FINANCEMENT.

1 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.

Cette rubrique englobe les licences de logiciels.

2 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES.

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations.

Les mouvements ont été les suivants (en euros) :

Valeur Brute	au 31.12.13	Acquisitions et virements	Cessions et reclassements	au 31.12.14
Concessions, brevets	5.548	0	0	5.548
Terrains	5.031	0	0	5.031
Autres immobilisations corporelles	4.471	1.101	0	5.572
TOTAL	15.050	1.101	0	16.151

Amortissements	au 31.12.13	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	au 31.12.14
Concessions, brevet	5.548	0	0	5.548
Terrains	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	4.310	244	0	4.554
TOTAL	9.858	244	0	10.102

3 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES.

3.1. Les **Titres de participation** et les **Autres titres immobilisés** figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, ou pour leur valeur d'usage si celle-ci est inférieure.

A l'inventaire, la valeur d'usage des titres est déterminée par rapport à la quote-part dans les capitaux propres des entreprises concernées, corrigée des plus ou moins values latentes, en tenant compte aussi des perspectives de développement et de résultat.

Les mouvements ayant affecté cette rubrique sont résumés dans les tableaux ci-dessous (en euros) :

Valeur Brute	au 31.12.13	Acquisitions et autres mouvements	Cessions et autres mouvements	au 31.12.14
Titres de participation	9.507.453	739.554	1.871.922	8.375.085
dont entreprises liées	9.407.456	739.554	1.871.922	8.275.088
Autres titres Immobilisés	261.831	0	79.520	182.311

Provisions pour Dépréciations	au 31.12.13	Dotations et autres mouvements	Reprises et autres mouvements	au 31.12.14
Titres de participation	4.951.698	99.997	1.301.649	3.750.046
dont entreprises liées	4.951.698	0	1.301.649	3.650.049
Autres titres Immobilisés	63.507	0	0	63.507

3.2. Prêts.

Ils concernent essentiellement les prêts consentis dans le cadre de l'investissement obligatoire dans la construction.

Valeur Brute	au 31.12.13	Acquisitions et autres mouvements	Cessions et autres mouvements	au 31.12.14
Prêt CIL	56.391	0	16.732	39.659
Autres prêts	5.000	0	0	5.000

3.3. Autres immobilisations financières.

Valeur Brute	Au 31.12.13	Acquisitions et autres mouvements	Cessions et autres mouvements	au 31.12.14
Dépôts versés	1.880	0	0	1.880
Actions propres	0	478.244	478.244	0

Provisions pour Dépréciations	Au 31.12.13	Dotations et autres mouvements	Reprises et autres mouvements	au 31.12.14
Actions propres	0	0	0	0

18.394 actions propres ont été annulées le 08 décembre 2014.

4 - CREANCES.

Elles sont toutes à échéance de moins d'un an, hormis celles ayant subi une dépréciation.

Ces créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas, et une provision pour dépréciation est constituée en fonction du risque estimé.

La ventilation de ces créances, notamment en ce qui concerne les entreprises liées, est donnée dans le tableau ci-après (en euros) :

	Montant brut au bilan	Provisions pour Dépréciations	Montant Net	dont Produits à recevoir
Clients et comptes rattachés (dont entrepr. liées)	6.718 0	6.718 0	0 0	0 0
Autres créances (dont entrepr. liées)	808.885 656.346	152.539 0	656.346 656.346	1.046 1.046

5 - VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.

Les valeurs mobilières de placement qui composent ce poste sont comptabilisées à leur valeur d'achat et se répartissent en :

- actions françaises	1.640 K€
- fonds diversifiés	694 K€
- SICAV de trésorerie	159 K€

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute d'achat, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

6 - DISPONIBILITES.

Cette rubrique recouvre les soldes des comptes de trésorerie en date d'opérations.

7 - CHARGES CONSTATEES D'AVANCE.

Elles concernent la quote-part des charges relatives à l'exercice 2015 et leur nature est d'exploitation.

8 - CAPITAUX PROPRES.

Les capitaux propres ont évolué comme suit pendant l'exercice (en euros) :

	Solde au 31.12.13 avant affectation	Affectation du résultat 2013 (1)	Distribution de dividende (1)	Réduction de capital (2)	Autres variations de l'exercice	Solde au 31.12.14 avant affectation
Capital	6.226.457			(140.246)		6.086.210
Primes d'émission, de de fusion et d'apport	0					0
Ecart de réévaluation	0					0
Réserve légale	658.000					658.000
Réserve générale	799.497	278.923		(337.998)		740.422
Réserves réglementées (Plus-values nettes à long terme)	0					0
Report à nouveau	0					0
Résultat de l'exercice	278.923	(278.923)			554.370	554.370
Total capitaux propres	7.962.877	0		(478.244)	554.370	8.039.003

12.3. Résultat exceptionnel.

	Détail	Montant
Produits sur cession de titres		633.600
Valeur comptable des titres cédés		(570.273)
Valeur comptable cédés	1.871.922	
Transfert de capital souscrit non appelé	0	
Reprise sur dépréciation	(1.301.649)	
Autres produits exceptionnels		6.704
Autres charges exceptionnelles		(6.979)
Reprise sur dépréciations		2.428
Résultat exceptionnel		65.480

13 - SITUATION FISCALE.

Compte tenu des reports déficitaires, la Société n'est pas imposable à l'impôt société.

14 - INFORMATION SUR LE DEGRE D'EXPOSITION DE LA SOCIETE AUX RISQUES DE MARCHE.

La société n'a pas eu recours aux instruments financiers, classiques ou nouveaux, qui la conduiraient à évaluer son degré d'exposition aux risques de marché. L'absence d'utilisation significative de plusieurs monnaies de facturation, met la société à l'abri des risques de change. Les titres cotés susceptibles de varier en fonction des mondes boursiers représentent 2.334 K euros.

15 - TABLEAU DE FINANCEMENT.

Il est élaboré selon les normes du plan comptable.

IV. AUTRES INFORMATIONS.

16 - REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.

Jetons de présence : 14.997 €

17 - EFFECTIF.

Néant au 31 décembre 2014

18 - NOTE CONCERNANT LA CONSOLIDATION.

Les comptes de SCHAEFFER-DUFOUR sont consolidés dans ceux du groupe SCHAEFFER-DUFOUR en qualité de société mère. Toutes informations et précisions sur la consolidation sont données en annexe aux comptes consolidés.

SCHAEFFER-DUFOUR S.A.

Inventaire des valeurs mobilières au 31/12/2014

Sociétés concernées	N ^{bre} titres en portef ^{le}	% de participation	Valeur brute d'achat	Dépréciation	Valeur nette d'inventaire
1 - Participation ou titres de placement dont la valeur d'inventaire est supérieure ou égale à 15.000 € par catégorie de titres ou par participation.					
11 – Participations françaises					
SALMON et Cie	4.886	50,89	2 657 165	0	2 657 165
MAG 5 SF	779	15,01	739 554	0	739 554
12 – Titres de placement français					
Siparex Associés					
Siparex Entrepreneurs I			118 804	0	118 804
Siparex MidCap II					
Novostréa			99 997	-99 997	0
13 – Participations étrangères					
AFRATEX	498	99,60	4 878 369	-3 650 049	1 228 320
14 – Titres de placement étrangers					
S.W.H			57 626	-57 626	0
15 - Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières			2 333 779	-48 252	2 285 527
SICAV trésorerie			159 158	-8 485	150 673
16 – Actions propres					
Actions propres			0	0	0
2 - Participations ou titres de placement dont la valeur d'inventaire est inférieure à 15.000 € par catégorie de titres ou par participation.					
21. Françaises					
			2 238	-2 238	0
22. Etrangères					
			3 643	-3 643	0
TOTAL GENERAL DU PORTEFEUILLE			11 050 332	-3 870 290	7 180 043

TABLEAU DE FINANCEMENT

I. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

(en euros)

	2014	2013
Résultat net comptable	554.370	278.923
+ Dotations aux amortissements	1.626	483
+ Dotations aux provisions	99.997	532.041
- Reprises de provisions	- 1.307.239	-294.632
+ Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	1.871.922	-
- Produits des cessions d'éléments d'actif immobilisés	- 633.600	-
= Capacité d'autofinancement	587.076	516.815

II. TABLEAU DE FINANCEMENT

(en euros)

Emplois	2014	2013	Ressources	2014	2013
Immobilisations incorporelles	0	0	Capacité d'autofinancement (hors +/- values)	587.076	516.815
Immobilisations corporelles	1.102	0	Augm.de capital		
Immobilisations financières	739.554	60	Empr. nouveaux	0	129
Remboursem. de dettes financières	129	353.097	Encaissements sur prêts et créances rattachées	96.252	0
Dividendes et précompte payés au cours de l'exercice	0	898.294	Prix de vente des immobilis. cédées - corporelles		
Réduction des capitaux propres	478.244	0	- financières (rembourst)		1.011
			- financières (cession)	633.600	
TOTAL EMPLOIS	1.219.029	1.251.451	TOT. RESSOURCES	1.316.928	517.955
Variation du fonds de roulement net global (ressources nettes)	97.899		Variations du fonds de roulement net global (emplois nets)		733.496
TOTAL	1.316.928	1.251.451		1.316.928	1.251.451

III. CONTREPARTIE DE LA VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL (en euros)

	2014	2013		2014	2013
Variations des créances clients	-6.119	-19.370	Variations dettes fournisseurs	53.463	-51.956
Variations des créances	108.144	-1.657.197	Variations dettes sociales et fiscales	-3	20
Variations charges constatées d'avance	-561	33	Variations des autres dettes	-70.494	-8.583
			Variations dettes sur immobilisations	-34.920	-15.400
			Variations produits constatés d'avance	0	0
Variations des actifs d'exploitat.	101.464	-1.676.534	Variations des dettes d'exploit	-51.954	-75.919
Variations de la trésorerie nette	-55.519	867.119	Variations de la trésorerie nette		
	45.945	-809.415		-51.954	-75.919
Variations du fonds de roulement net global		733.496	Variations du fonds de roulement net global	97.899	
TOTAL	45.945	-75.919	TOTAL	45.945	-75.919

IV. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT.

ORIGINES :		
1. Report à nouveau		
2. Résultat de l'exercice	554.369,66	
3. Prélèvement sur la réserve générale	243.867,34	
AFFECTATIONS :		
4. Réserves :		
- légale		
- autres réserves		
5. Dividendes :		798.237,00
6. Autres répartitions :		
7. Report à nouveau		
TOTAL	798.237,00	798.237,00

V. PARTIES LIEES.

Parties liées	Nature de la convention avec la partie liée	Montant des transactions avec la partie liée	Autres informations
Techniphoto	Prestations managériales, de direction et d'assistance.	Charge de 30 K€	-
Techniphoto	Prestation administrative, comptable et financière	Charge de 45 K€	-
HGD Participations	Compte courant rémunéré	Créance de 190 K€	Euribor 3 mois
Salmon et Compagnie	Compte courant rémunéré	Créance de 201 K€	Euribor 3 mois
MAG 5 SF	Compte courant rémunéré	Créance de 265 K€	Euribor 3 mois

**RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE
AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

	31.12.2010	31.12.2011	31.12.2012	31.12.2013	31.12.2014
I - Situation financière en fin d'exercice : (milliers d'euros)					
	6.319,47	6.319,47	6.319,47	6.226,45	6.086,21
a) Capital social					
b) Nombre d'actions émises	828.831	828.831	828.831	816.631	798.237
II - Opérations et Résultats de l'exercice : (milliers d'euros)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes (non comprises les recettes exceptionnelles par plus-values de cession)	2.406	1.739	1.679	1.117	2.208
b) Résultat avant impôt, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	2.009	1.279	1.027	516	-651
c) Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	0
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
e) Résultat après impôt, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	1.379	603	1.105	279	554
f) Résultat distribué	497	2.486	898	0	798 (*)
III - Résultat par action (en euros) :					
a) Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant dotation nettes aux amortissements et provisions	2.42	1.54	1.25	0.63	-0.82
b) Résultat après impôt, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	1.66	0.73	1,35	0.34	0.69
c) Dividende attribué à chaque action (hors avoir fiscal)	0,60	3	1,10	0	1 (*)
IV - Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1	1	0	0	0
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	60	60	0	0	0
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, oeuvres sociales, etc...)	27	28	0	0	0
(*) Proposition d'affectation					



KPMG AUDIT NORD
159 avenue de la Marne
CS 75039
59705 Marcq en Baroeul Cedex
France



27 Rue de l'Abbé Lemire
59700 Marcq en Baroeul
France

Schaeffer Dufour SA

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014
Schaeffer Dufour SA
66 rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 Bondues



KPMG AUDIT NORD
159 avenue de la Marne
CS 75039
59705 Marcq en Baroeul Cedex
France



27 Rue de l'Abbé Lemire
59700 Marcq en Baroeul
France

Schaeffer Dufour SA

Siège social : 66 rue Jean-Baptiste Lebas - 59910 Bondues
Capital social : € 6 086 210,28

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Schaeffer Dufour SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.3 « Changements comptables » des comptes consolidés qui expose l'application à compter du 1er janvier 2014 des normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 et leurs amendements, ainsi que des normes IAS 27 et 28 révisées.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les notes 2.4, 6.2 et 8. de l'annexe aux comptes consolidés décrivent les modalités retenues pour déterminer la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente et des autres actifs financiers courants. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, apprécier le caractère approprié des estimations retenues et vérifier que les notes de l'annexe aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.
- La note 2.8 de l'annexe aux comptes consolidés précise que la société procède à chaque arrêté de comptes à des tests de perte de valeur des goodwill. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur ainsi que les données utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Marcq en Baroeul, le 29 avril 2015

Marcq en Baroeul, le 29 avril 2015

KPMG Audit Nord

F2B Audit Baron Boudoul

Patrick Lequint
Associé

Jean-Philippe Boudoul
Associé

SCHAEFFER - DUFOUR

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Tableau de la situation financière

ACTIF		31/12/2014	31/12/2013
<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>note</i>		
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles et incorporelles	4	6	5
Titres mis en équivalence	5	8 532	8 132
Actifs financiers non courants	6	4 586	5 026
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		13 124	13 163
Actifs courants			
Stocks			
Créances	7	471	340
Créances sur cessions d'immobilisations	7	0	0
Actifs financiers courants	8	33 905	33 549
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	853	1 052
Actifs destinés à être cédés			
TOTAL ACTIFS COURANTS		35 229	34 941
TOTAL DES ACTIFS		48 353	48 104

PASSIF		31/12/2014	31/12/2013
<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>note</i>		
Capital social		6 086	6 226
Réserves		16 249	14 344
Résultat (attribuable aux propriétaires de la société)		161	1 720
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	9	22 496	22 290
Participations ne donnant pas le contrôle	10	15 934	15 771
CAPITAUX PROPRES		38 430	38 061
Passifs non courants			
Provisions non courantes			
Impôts différés	11	8 608	8 294
Dettes financières non courantes	12	619	911
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		9 227	9 205
Passifs courants			
Dettes financières courantes	12	1	1
Dettes fournisseurs	13	91	46
Dettes d'impôts courantes	13	63	15
Autres créditeurs	13	541	777
Passifs destinés à être cédés			
TOTAL PASSIFS COURANTS		696	838
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		48 353	48 104

SCHAEFFER - DUFOUR

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Etat du résultat net

(en milliers d'euros)	note	31/12/14	31/12/13
Chiffre d'affaires			
Coût d'achat et charges externes		- 407	- 359
Charges de personnel	18		
Dotations aux amortissements		- 0	- 0
Autres produits et charges opérationnels		- 10	- 69
Résultat opérationnel		- 417	- 428
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1 620	1 097
Autres produits financiers		1 054	4 819
Autres charges financières		- 884	- 989
Résultat financier	16	1 790	4 927
Résultat des sociétés mises en équivalence	5	103	449
Résultat avant impôt		1 476	4 948
Charge d'impôt	17	- 735	- 1 661
Résultat après impôts des activités poursuivies		741	3 287
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net de la période		741	3 287
<i>dont part attribuable aux propriétaires de la société</i>		161	1 720
<i>dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>		581	1 567
<i>Résultat net par action en € des activités poursuivies</i>		<i>0,20</i>	<i>2,11</i>
<i>Résultat dilué par action en € des activités poursuivies</i>		<i>0,20</i>	<i>2,11</i>

SCHAEFFER - DUFOUR

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Etat du résultat global

(en milliers d'euros)	31/12/14	31/12/13
Résultat net de la période	741	3 287
Elements susceptibles d'être reclassés (ou recyclables) ultérieurement en résultat net		
Actifs financiers disponibles à la vente	211	210
Recyclage en résultat des pertes durables et significatives sur actifs financiers dispo à la vente	0	0
Ecart de conversion	27	64
Impôts différés	0	0
Elements qui ne seront pas reclassés (ou recyclables) ultérieurement en résultat net	0	0
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	238	274
Résultat global de la période	979	3 561
<i>dont part attribuable aux propriétaires de la société</i>	310	1 811
<i>dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	670	1 751

SCHAEFFER - DUFOUR

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves	Résultat de l'exercice	Total part attribuables aux propriétaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2012	6 319	13 166	1 721	21 206	14 727	35 933
Résultat net de la période			1 720	1 720	1 567	3 287
Gains et pertes comptabilisés en CP						
Actifs financiers à la JV par réserves		110		110	101	210
Ecart de conversion		-19		-19	83	64
Résultat global de la période	0	91	1 720	1 811	1 751	3 561
Dividendes distribués			-898	-898	-707	-1 605
Affectation Réserves		823	-823	0		0
Réduction de capital par annulation actions propres	-93	264		171		171
Elimination actions propres				0		0
Total des transactions sur capital	-93	1 087	-1 721	-727	-707	-1 434
Capitaux propres au 31/12/2013	6 226	14 343	1 720	22 290	15 771	38 060
Résultat net de la période			161	161	581	741
Gains et pertes comptabilisés en CP						
Actifs financiers à la JV par réserves		187		187	151	338
Ecart de conversion		27		27	0	27
Résultat global de la période	0	214	161	374	732	1 106
Dividendes distribués			0	0	-707	-707
Affectation Réserves		1 720	-1 720	0		0
Réduction de capital par annulation actions propres	-140	-338		-478		-478
Elimination actions propres				0		0
Total des transactions sur capital	-140	1 382	-1 720	-478	-707	-1 185
Variations de périmètres		310		310	138	448
Capitaux propres au 31/12/2014	6 086	16 249	161	22 496	15 934	38 430

SCHAEFFER - DUFOUR

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)

	31/12/2014	31/12/2013
Flux de trésorerie liés à l'activité :		
Résultat net d'ensemble de la période	741	3 287
Ajustements :		
Dotations nettes aux amortissements et provisions	0	0
Variation des impôts différés	315	1 301
Dotations dépréciation goodwill	194	0
Plus et moins-values de cessions d'actifs financiers	461	80
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	675	250
Quote-part dans résultat des sociétés mises en équivalence	-297	-449
Recyclage par résultat des pertes antérieures sur actifs financiers	0	342
Variation des dépréciations sur actifs financiers	242	217
Variation du BFR	-755	-1 199
Flux de trésorerie générés par l'activité	1 576	3 830

Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :

Acquisitions d'actifs financiers	0	0
Prets	-117	-1 235
Acquisitions de participations	-40	-170
Cession de participations		
Incidence des variations de périmètre	-336	
Cessions d'actifs financiers	0	160
Remboursement reçus sur actifs financiers	523	190
Variation du BFR (crédit vendeur)	0	3 376
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	30	2 321

Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :

Augmentation de capital		
Actions propres	-478	0
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	0	-898
Dividendes versés aux minoritaires	-707	-707
Variation des autres fonds propres		
Souscription d'emprunts		0
Remboursement d'emprunts	-292	-354
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 477	-1 959

Impact de change et de variation de périmètre :

Ecart de change	27	169
-----------------	----	-----

Variation de trésorerie	157	4 361
--------------------------------	------------	--------------

Trésorerie d'ouverture	34 601	30 240
Variation de périmètre		
Variation de trésorerie	157	4 361
Trésorerie de clôture	34 758	34 601

0 0

Ventilation trésorerie de clôture :

Autres actifs financiers courants	33 905	33 550
Trésorerie	853	1 052
Dettes financières courantes (concours bancaires)	0	-1
Trésorerie de clôture	34 758	34 601

0 0

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2014

Annexe aux états financiers

Note 1 – Faits significatifs de la période.

Le résultat financier à 1.790 K€ ressort en diminution de -64 % par rapport au 31 décembre 2013, principalement en raison d'une moindre revalorisation de notre principale ligne d'actif financier, société de négoce et participation.

En raison d'une conjoncture économique difficile, le résultat des sociétés mises en équivalence ressort à 103 K€ contre 449 K€ après dépréciation des goodwill.

Note 2 – Principes, règles et méthodes comptables.

2.1 Référentiel applicable

Les comptes consolidés du Groupe SCHAEFFER-DUFOUR sont préparés en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 décembre 2014 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ils sont préparés sur la base des états financiers des sociétés consolidées établis selon les règles comptables applicables dans leur pays respectif, préalablement retraités pour les mettre en conformité avec les règles et méthodes comptables du groupe.

Les comptes consolidés ont été arrêté par le Conseil d'administration en date du 08 avril 2015.

Ils seront soumis à la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle qui dispose du pouvoir souverain d'approuver ou de modifier les comptes.

Les principes comptables sont identiques à ceux utilisés pour la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de l'adoption, par l'Union Européenne, de nouvelles normes et interprétations ci-après.

2.2 Nouvelles normes et interprétations

Concernant l'entrée en vigueur au 1er janvier 2014 du « pack conso » concernant les normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS12 et leurs amendements, ainsi que les normes IAS 27 et 28 révisés, l'analyse et l'impact du changement sont décrits ci-après en note 2.3.

Les autres normes et amendements applicables de façon obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 ont été appliqués, mais sont sans impact significatif sur les états financiers. Il s'agit des normes suivantes :

- Les amendements à la norme IAS 39 sur la comptabilité de couverture
- Les amendements à la norme IAS 36 sur les informations à fournir sur les dépréciations d'actifs
- Les amendements à la norme IAS 32 et IFRS 7 sur La compensation des actifs et des passifs financiers

2.3 Changements comptables

Le Groupe a appliqué de manière rétrospective à compter du 1er janvier 2014 le « pack conso » concernant les nouvelles normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS12 et leurs amendements, ainsi que les normes IAS 27 et 28 révisées.

- Impact de la première application du « pack conso » sur les filiales consolidées

La norme IFRS 10 introduit un nouveau modèle unique de contrôle fondé sur trois critères : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ». Auparavant, le contrôle était défini dans la norme IAS 27 comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

La première application de cette nouvelle norme a conduit le Groupe à mener des travaux d'analyse de ses participations afin de déterminer le contrôle exercé sur celles-ci au regard de la nouvelle définition du contrôle.

Les travaux menés n'ont pas conduit à identifier d'impact résultant de la première application rétrospective du « pack conso ».

- Impact de la première application du « pack conso » sur les entreprises associées

La norme IAS 28 révisée précise que si un investisseur a le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles d'une entité, sans toutefois exercer un contrôle, il dispose alors d'une influence notable. Dans ce cas l'entreprise associée est consolidée par mise en équivalence.

Les travaux d'analyse sur les participations dans le cadre de la première application de cette norme révisée n'ont pas conduit à identifier d'impact résultant de la première application rétrospective de cette norme révisée.

Il s'agit principalement des sociétés d'imprimerie dans lesquelles le groupe n'a pas de relations contractuelles et dont les intérêts prennent la forme de participations au capital, et pour lesquelles le PDG du Groupe est généralement Président ou représentant permanent de la personne morale (hors groupe) Présidente de l'entreprise associée.

- Impact de la première application du « pack conso » sur les co-entreprises

Les normes IFRS 11 et IAS 28 révisée précisent le traitement à appliquer aux co-entreprises dans le cadre d'un partenariat ou quand les parties exercent un contrôle conjoint sur une entité.

Comme il n'existe pas de partenariats ou d'entités sous contrôle conjoint, la première application rétrospective du « pack conso » n'a pas entraîné d'impact pour le Groupe

- Impact de la première application du « pack conso » sur l'information financière

La norme IFRS 12 précise les informations à fournir au titre des participations dans des filiales, des co-entreprises et/ou des entreprises associées.

Cette norme entraîne un enrichissement des notes aux états financiers, notamment celles relatives aux entreprises associées et aux participations ne donnant pas le contrôle.

- Résumé de l'impact quantitatif de la première application du « pack conso »

En application des dispositions transitoires relatives à la première application rétrospective du « pack conso » au 1^{er} janvier 2014, les impacts chiffrés liés aux changements comptables sont récapitulés ci-dessous :

Tableau de la situation financière

ACTIF	31/12/2013 publié	Changement IFRS 10	Changement IFRS 11 et IAS 28	31/12/2013 pro forma
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles et incorporelles	5			5
Titres mis en équivalence	8 132			8 132
Actifs financiers non courants	5 026			5 026
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	13 163	0	0	13 163
Actifs courants				
Stocks				
Créances	340			340
Créances sur cessions d'immobilisations	0			0
Actifs financiers courants	33 549			33 549
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 052			1 052
Actifs destinés à être cédés				
TOTAL ACTIFS COURANTS	34 941	0	0	34 941
TOTAL DES ACTIFS	48 104	0	0	48 104

PASSIF	31/12/2013 publié	Changement IFRS 10	Changement IFRS 11 et IAS 28	31/12/2013 pro forma
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Capital social	6 226			6 226
Réserves	14 344			14 344
Résultat (attribuable aux propriétaires de la société)	1 720			1 720
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société	22 290	0	0	22 290
Participations ne donnant pas le contrôle	15 771			15 771
CAPITAUX PROPRES	38 061	0	0	38 061
Passifs non courants				
Provisions non courantes				
Impôts différés	8 294			8 294
Dettes financières non courantes	911			911
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	9 205	0	0	9 205
Passifs courants				
Dettes financières courantes	1			1
Dettes fournisseurs	46			46
Dettes d'impôts courantes	15			15
Autres créiteurs	777			777
Passifs destinés à être cédés				
TOTAL PASSIFS COURANTS	838	0	0	838
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	48 104	0	0	48 104

2.4 Base d'évaluation

Les états financiers sont préparés selon la convention du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers (actifs financiers disponibles à la vente et actifs financiers en juste valeur) qui sont comptabilisés suivant la convention de la juste valeur.

2.5 Jugements et estimations

L'établissement des états financiers nécessite l'exercice de jugements et de procéder à des estimations notamment en ce qui concerne les instruments financiers. Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont une incidence sur le montant des actifs et passifs et qui pourraient être différents des résultats réels futurs. Les actifs financiers disponibles à la vente sont principalement évalués sur la base de la valeur liquidative communiquée par le FCP. Les actifs financiers en juste valeur sont évalués sur la base du cours de bourse à la date d'arrêté des comptes.

2.6 Comptabilisation et évaluation des actifs financiers courants et non courants

Les instruments financiers sont évalués en juste valeur à la date de clôture.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées :

- en autres éléments du résultat global pour les « actifs financiers non courants disponibles à la vente » (titres immobilisés de l'activité de portefeuille),
- en résultat pour les « actifs financiers courants évalués en juste valeur en contrepartie du résultat » (valeurs mobilières de placement).

En fonction de la hiérarchie des données d'entrée, les justes valeurs sont qualifiées comme suit :

- JV de Niveau 1 : juste valeur déterminée à l'aide d'un prix cotés (non ajustés) sur un marché actif auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, pour des actifs ou des passifs identiques.
- JV de Niveau 2 : juste valeur déterminée à l'aide de données observables directement ou indirectement pour des actifs ou passifs similaires
- JV de Niveau 3 : juste valeur déterminée à l'aide de données non observables

2.7 Principes et méthodes de consolidation.

Les filiales dont le groupe a le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les entreprises associées dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence.

Toutes les opérations réciproques entre sociétés consolidées ont été éliminées.

Toutes les sociétés retenues dans le périmètre ont été consolidées sur la base de leurs comptes annuels de 12 mois arrêtés au 31 décembre 2014.

2.8 Regroupement d'entreprises et goodwill

Les goodwill ne font plus l'objet d'un amortissement mais sont soumis à un test systématique d'évaluation à chaque arrêté pour déterminer les pertes de valeurs éventuelles.

Pour mémoire, comme proposé par IFRS 1 lors de la transition aux IFRS, le Groupe a choisi de ne pas retraiter de façon rétroactive les regroupements antérieurs au 1^{er} janvier 2005.

Les goodwill constatés à l'occasion d'une prise de participation [correspondant à la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris] sont affectés aux éléments identifiables de l'actif et du passif des sociétés consolidées avant la fin du premier exercice complet suivant l'acquisition.

Les goodwill relatifs aux titres mis équivalence sont inscrits au poste « titres mis en équivalence ».

Un test de valeur est réalisé à chaque arrêté de comptes afin de constater les éventuelles pertes de valeur. Ces pertes de valeur sont comptabilisées en résultat, de manière irréversible. Les tests de valeur sont conçus sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés, avec prise en compte des changements majeurs de stratégie.

<i>En milliers d'euros</i>	Ouverture	Autres variations	Entrée Dotation	Sortie Reprise	Cloture
<i>NORD'IMPRIM</i>	131				131
<i>TYPOFORM</i>	694				694
<i>IMPRESSION DIRECTE</i>	294				294
<i>MAG 5 SF</i>			1 027		1 027
Goodwill	1 118	0	1 027	0	2 145
<i>Perte de valeur goodwill TYPOFORM</i>	-500		-194		-694
Cumul dépréciations	-500	0	-194	0	-694
Total net	618				1 452

2.9 Méthode de conversion.

Les états financiers consolidés sont présentés en euros.

Les comptes en devises de la filiale suisse sont convertis au cours de clôture pour le bilan. L'effet net de la conversion des devises étrangères est enregistré en écart de conversion dans les autres éléments du résultat global. Les opérations libellées en devises étrangères sont converties au cours de clôture pour le résultat. Le cours utilisé est considéré comme une valeur approchée du cours à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives. Les écarts de conversion sont inscrits en compte de résultat.

2.10 Créances et dettes.

Elles sont évaluées lors de leur comptabilisation initiale à leur juste valeur qui correspond en général à leur valeur nominale, puis au coût amorti. Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement.

2.11 Actions propres.

Les actions propres sont éliminées par imputation sur les capitaux propres.

Au 31 décembre 2014, la société ne détient plus aucune action propre.

2.12 Résultat par action.

	31/12/2014			31/12/2013		
	Activités poursuivies	Activités abandonnées	Total	Activités poursuivies	Activités abandonnées	Total
Résultat net de la période	741		741	3 288		3 288
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	581		581	1 567		1 567
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société	161	0	161	1 720	0	1 720
Nombre d'actions	798 237	0	798 237	816 631	0	816 631
Actions propres	0	0	0	0	0	0
Total	798 237	0	798 237	816 631	0	816 631
Résultat net par action	0,20		0,20	2,11		2,11
Résultat dilué	0,20		0,20	2,11		2,11

Le résultat net par action est établi en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société par le nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Note 3 – Périmètre de consolidation.

3.1 Liste des sociétés consolidées.

	Siege social	Pays	31 DECEMBRE 2014			31 DECEMBRE 2013		
			% contrôle	% intérêt	Méthode	% contrôle	% intérêt	Méthode
Schaeffer-Dufour	Bondues	France	100.00	100.00	Mère	100.00	100.00	Mère
Afratex	Chur	Suisse	99.60	99.60	IG	99.60	99.60	IG
Nord-Imprim	Steenvoorde	France	33.33	16.96	ME	33.33	16.96	ME
Norgefi	Lille	France	17.14	8.72	ME	17.14	8.72	ME
On Print	Bondues	France	16.80	13.92	ME	18.89	15.65	ME
Salmon et Cie	Bondues	France	50.89	50.89	IG	50.89	50.89	IG
Impression Directe	Roubaix	France	33.33	16.96	ME	33.33	16.96	ME
Kali	Wambrechies	France	16.30	8.30	ME	16.30	8.30	ME
Mag 5 SF	Bondues	France	48.34	31.97	ME			
Sopedi	Wissous	France	48.34	31.97	ME			
Typoform	Wissous	France	48.34	31.97	ME	48.33	31.96	ME

IG : Intégration Globale - ME: Mise en équivalence

- Evaluation du contrôle

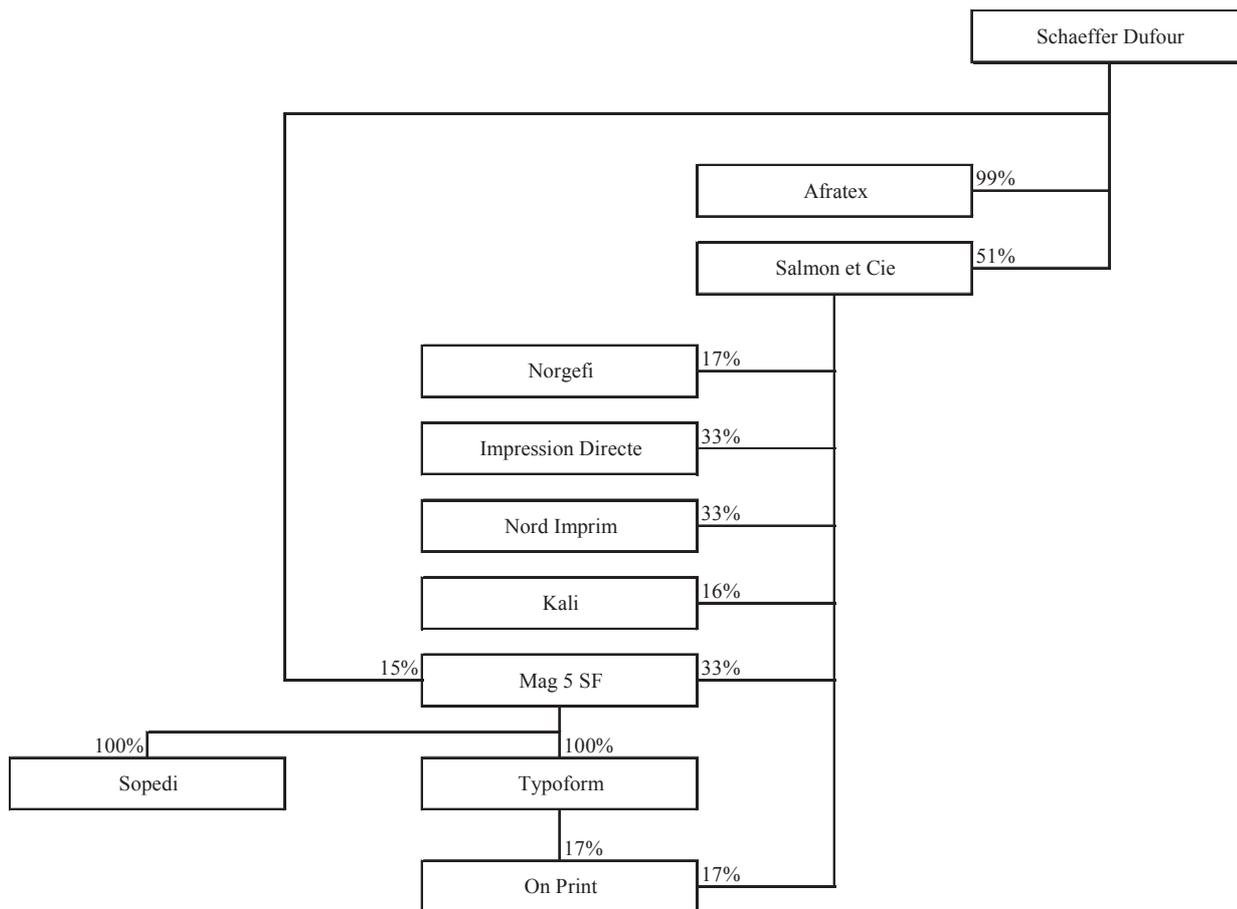
La mise en équivalence se justifie par l'exercice d'une influence notable au sein de l'entité, c'est à dire le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles (caractérisé notamment par un poste d'administrateur et/ou de mandataire) dans l'entreprise associée.

Ces intérêts correspondent à des relations non contractuelles qui prennent la forme de participations au capital. Il s'agit principalement des sociétés d'imprimerie dans lesquelles le groupe n'est pas majoritaire, et pour lesquelles le PDG du Groupe est généralement Président ou représentant permanent de la personne morale (hors groupe) Présidente de l'entreprise associée.

Quand le groupe est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur les activités pertinentes, alors le Groupe exerce un contrôle et la filiale est consolidée par intégration globale.

Concernant la filiale Salmon et Cie, il est précisé qu'aucun autre actionnaire ou bloc d'actionnaires de Salmon & Cie n'a une fraction supérieure à celle de Schaeffer-Dufour. Aussi, il n'existe pas de difficultés dans les relations avec les actionnaires minoritaires de Salmon & Cie. Le Groupe dispose donc d'un contrôle exclusif de droit (de 50,89%) et la filiale Salmon & Cie est consolidée par intégration globale (à 100%). Au surplus, le PDG de Schaeffer-Dufour est également PDG de Salmon et Cie

3.2 Organigramme du groupe



Une information détaillée et l'identité est donnée en Note 9 sur les propriétaires de la société, et en Note 10 sur les participations ne donnant pas le contrôle de Salmon et Cie.

3.3 Entrée de périmètre.

Les sociétés Mag 5 SF et Sopedi sont entrées dans le périmètre en date du 30/09/2014. La société Typoform a été reclassée sous la société Mag 5 SF.

3.4 Sortie de périmètre.

Néant

Note 4 – Immobilisations corporelles et incorporelles.

<i>En milliers d'euros</i>	Ouverture	Var. Périmètre	Entrée Dotation	Sortie Reprise	Cloture
<i>Logiciels</i>	6				6
<i>Terrains</i>	5				5
<i>Autres</i>	4		1		6
Total brut	15	0	1	0	16
<i>Logiciels</i>	-6				-6
<i>Terrains</i>	0				0
<i>Autres</i>	-4		0		-5
Cumul amortissements et dépréciations	-10	0	0	0	-10
Total net	5				6

Les immobilisations sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilisation prévue des immobilisations :

- Logiciels 3 ans
- Matériel et mobilier de bureau 5-10 ans
- Matériel informatique 3-4 ans

Note 5 – Titres mis en équivalence.

5.1 Information agrégée des entreprises associées consolidées par mise en équivalence

<i>en milliers d'euros</i>	ON PRINT		NORD'IMPRIM		NORGEFI		TYPOFORM		IMPRESSION DIRECTE		KALI	
% de contrôle	16,80%	18,89%	33,33%	33,33%	17,14%	17,14%	48,34%	48,33%	33,33%	33,33%	16,30%	16,30%
	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013
Actifs non courant	671	707	3 606	4 386	31 971	31 069	831	855	1 983	1 975	3 982	3 906
Stocks	-	-	706	769	-	-	253	313	254	254	150	108
Créances	270	422	4 646	4 726	31	34	2 679	3 706	1 805	2 075	664	363
Trésorerie	187	60	1 740	1 664	70	640	840	750	529	503	691	793
Total actif	1 128	1 190	10 697	11 545	32 072	31 743	4 603	5 624	4 571	4 807	5 488	5 170
Capitaux propres	2	492	8 108	7 854	6 889	6 699	2 948	4 232	1 338	1 340	3 464	3 291
Passifs non courants	630	-	1 342	1 490	10 639	7 528	125	-	2 001	1 994	443	424
Passifs courants	496	698	1 248	2 201	14 544	17 516	1 530	1 392	1 233	1 473	1 581	1 455
Total passif	1 128	1 190	10 697	11 545	32 072	31 743	4 603	5 624	4 571	4 807	5 488	5 170
<i>Date</i>	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013
Chiffres d'affaires	363	181	9 806	10 182	15	5	7 671	6 481	8 235	9 469	10 460	10 638
Charges d'exploitation	-1 229	-753	-8 859	-8 993	-22	-20	-8 047	-7 211	-8 196	-8 706	-9 328	-9 331
Résultat d'exploitation	-866	-572	947	1 189	-7	-15	-376	-730	39	762	1 132	1 308
Résultat financier	-6	-	27	11	140	-173	86	92	-20	-13	150	11
Résultat exceptionnel	-2	-	70	-275	58	506	-4	253	275	-43	58	42
Impôt sur les bénéfices	34	163	-315	-285	-	-	9	35	-62	-296	-318	-381
Résultat net	-840	-408	731	640	190	317	-285	-350	232	410	1 022	979

<i>en milliers d'euros</i>	MAG 5 SF		SOPEDI	
% de contrôle	48,34%		48,34%	
	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013
Actifs non courant	4 243	374	510	507
Stocks	-	-	202	186
Créances	89	2	3 113	2 321
Trésorerie	333	129	362	700
Total actif	4 666	505	4 188	3 713
Capitaux propres	2 239	314	1 349	1 133
Passifs non courants	2 269	-	669	703
Passifs courants	157	191	2 170	1 878
Total passif	4 666	505	4 188	3 713

<i>Date</i>	31/12/2014	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2013
Chiffres d'affaires	477	636	9 279	9 090
Charges d'exploitation	-542	-633	-8 983	-8 765
Résultat d'exploitation	-65	3	296	325
Résultat financier	-10	-1	4	6
Résultat exceptionnel	-1	-	47	-22
Impôt sur les bénéfices	-	-2	-130	-127
Résultat net	-76	0	216	182

5.2 Détail des titres mis en équivalence

Les goodwill relatifs aux titres mis équivalence sont inscrits au poste « titres mis en équivalence » (voir note 2.8).

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
<i>IMPRESSION DIRECTE</i>	681	668
<i>KALI</i>	1 476	1 325
<i>NORD'IMPRIM</i>	2 569	2 496
<i>NORGEFI</i>	1 561	1 422
<i>ON PRINT</i>	0	76
<i>MAG 5 SF</i>	69	
<i>SOPEDI</i>	870	
<i>TYPOFORM</i>	1 307	2 145
Titres mis en équivalence	8 532	8 132

5.3 Détail de la quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence

Les résultats des tests de valeur concernant les goodwill sur titres mis en équivalence font partie du résultat présenté dans ce poste.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
<i>IMPRESSION DIRECTE</i>	13	151
<i>KALI</i>	151	136
<i>NORD'IMPRIM</i>	265	169
<i>NORGEFI</i>	12	102
<i>ON PRINT</i>	-126	-94
<i>MAG 5 SF</i>	-16	-
<i>SOPEDI</i>	140	-
<i>TYPOFORM</i>	-142	-15
QP de résultat	297	449
<i>Perte de valeur goodwill TYPOFORM</i>	-194	-
Résultat des sociétés MEE	103	449

Note 6 – Actifs financiers non courants

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
<i>Prêts</i>	1 351	1 235
<i>Actifs financiers disponibles à la vente</i>	3 235	3 791
Total actifs financiers non courants	4 586	5 026

6.1 Prêts

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014			31/12/2013		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Prêts	1 351	0	1 351	1 235	0	1 235
Total prêts	1 351	0	1 351	1 235	0	1 235

- Méthode comptable

Les prêts sont des actifs financiers non courants qui sont enregistrés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale, puis par la suite au coût amorti.

- Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière dans le cas où la contrepartie viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Pour limiter son risque de crédit, les prêts ne sont accordés qu'à des tiers présentant une solvabilité suffisante et pour lesquels le groupe a une visibilité claire sur les perspectives.

6.2 Actifs financiers disponibles à la vente

En milliers d'euros Actifs financiers disponibles à la vente	Exercice 2014				Exercice 2013			
	Valeur d'achat	Dépréciations	Différence d'estimation	Juste valeur	Valeur d'achat	Dépréciations	Différence d'estimation	Juste valeur
Valeur	5 724	-2 559	627	3 791	6 154	-2 000	74	4 228
VALEUR A L'OUVERTURE	5 724	-2 559	627	3 791	6 154	-2 000	74	4 228
Acquisitions	0			0	0			0
Cessions	-961	961		0	-240	120	0	-120
Remboursements	-523			-523	-190			-190
Variations de juste valeur en autres éléments du résultat global			209	209			211	211
Recyclage par résultat				0		-342	342	0
Variation des dépréciations par résultat		-242		-242		-337		-337
Ecart de conversion				0				0
VALEUR A LA CLOTURE	4 239	-1 840	835	3 235	5 724	-2 559	627	3 791

JV de niveau 1		0		0
JV de niveau 2		2 498		2 796
JV de niveau 3		736		995
Total Actifs financiers		3 235		3 791

- Méthode comptable

Les titres de sociétés dans lesquelles le groupe n'exerce ni influence ni contrôle sont présentés dans la rubrique « actifs financiers non courants » et sont analysés comme étant des « actifs disponibles à la vente ». Le poste est principalement représentatif de FCP Siparex.

Ces titres sont comptabilisés à leur juste valeur. L'effet de la variation de la juste valeur de ces actifs est constaté en autres éléments du résultat global.

Par contre les pertes de valeur « significatives ou prolongées » sont constatées en résultat et les pertes antérieures (qui ont été constatées dans le passé via les autres éléments du résultat global) sont recyclées en résultat. Pour ce faire, le critère qualitatif généralement apprécié est la mise sous procédure collective.

Lors de la cession d'un actif financier disponible à la vente, les montants qui ont été enregistrés en « autres éléments du résultat global » au titre des variations de juste valeur du titre sont recyclés en résultat.

- Détermination de la juste valeur

La juste valeur de ces FCP est déterminée par référence à la valeur liquidative communiquée chaque semestre par le FCP lui-même (JV de Niveau 2).

La juste valeur des autres actifs financiers est déterminée généralement par référence à la quote-part dans la situation nette retraitée à la date d'arrêté des comptes (JV de Niveau 3). Les principales données clés non observables correspondent principalement à la situation nette de la participation. Plus la situation nette s'accroît, plus la juste valeur augmente et inversement.

- Fiscalité différée

Ces « actifs disponibles à la vente » évalués à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (représentatifs des titres immobilisés de l'activité de portefeuille), sont soumis au régime fiscal (long terme) des plus-values sur titres de participation au taux d'IS réduit en vigueur de 0%.

- Risque financier

Le Groupe limite son exposition au risque financier en investissant principalement dans des titres de FCP réalisant des investissements à moyen terme avec plus-values potentielles à la sortie. Néanmoins, ces investissements, de par leur nature et la composition de leurs sous-jacents, peuvent conduire la société à minimiser certains retours sur investissements.

Note 7 – Créances.

En milliers d'euros	31/12/2014			31/12/2013		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Clients	8	-7	1	13	-7	6
Autres créances	736	-271	465	602	-274	328
Charges constatées d'avance	5		5	6		6
Créances	749	-278	471	621	-281	340
Créances sur cessions d'immobilisations	2 116	-2 116	0	2 116	-2 116	0
Créances sur cessions d'actifs	0		0	0		0
Créances diverses	2 116	-2 116	0	2 116	-2 116	0
TOTAL	2 865	-2 394	471	2 737	-2 397	340

- Information sur les créances sur cessions

Les créances sur cessions d'immobilisations sont composées du solde du prix de vente du sous-groupe St-Helena cédé en mars 2009 et qui est payable sous forme de 7 annuités à compter du 31 mars 2011 sous condition que la société Standerton Mills dépasse un certain niveau positif de résultat net comptable IFRS.

A défaut de paiement, les parties ont convenu de redéfinir de nouvelles modalités. Ce différé de paiement conditionnel a été déprécié en totalité au motif qu'il n'est pas acquis. Comme les résultats nets comptables IFRS de Standerton Mills ressortent négatifs, les annuités ne sont pas exigibles.

- Risque de crédit

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Le groupe limite son exposition au risque de crédit en ne commerçant qu'avec des tiers présentant une continuité d'exploitation jugée certaine, et en évitant de concentrer son activité sur un ou plusieurs mêmes clients.

Note 8 – Actifs financiers courants, et Trésorerie et équivalents de trésorerie

En milliers d'euros	31/12/2014			31/12/2013		
	Valeur d'achat	Différence d'estimation	Juste valeur	Valeur d'achat	Différence d'estimation	Juste valeur
Placements de trésorerie	5 833	4 405	10 238	6 399	4 584	10 983
Sonepar	1 700	21 968	23 667	1 700	20 867	22 566
Actifs financiers courants	7 532	26 373	33 905	8 099	25 451	33 550
Trésorerie	853		853	1 052		1 052
Équivalents de trésorerie	0		0	0		0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	853	0	853	1 052	0	1 052
Total	8 386	26 373	34 758	9 151	25 451	34 602

JV de niveau 1		10 238		10 983
JV de niveau 2		23 667		22 566
JV de niveau 3		0		0
Total Actifs financiers courants		33 905		33 550
JV de niveau 1		853		1 052
JV de niveau 2		0		0
JV de niveau 3		0		0
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie		853		1 052

- Méthode comptable

Les placements liquides à court terme (supérieur à 3 mois) et soumis à un risque de changement de valeur sont présentés dans la rubrique « actifs financiers courants », et sont analysés comme étant des actifs financiers évalués en juste valeur avec effet de la variation en résultat.

Le poste est principalement représentatif d'actions du CAC40 ainsi que d'une ligne de placement non coté de moins de 5% dans la société de négoce et de participations.

- Détermination de la juste valeur

La valorisation des « actifs financiers courants » est fonction du cours de bourse à la date d'arrêté des comptes (JV de niveau 1).

Le poste est également composé d'une ligne de placement non coté correspondant à moins de 5% de la société de négoce et de participation. La juste valeur de cette ligne est communiquée chaque année dans le rapport d'activité de la participation et par la banque teneur de compte, sur la base d'une valorisation par des experts indépendants (JV de niveau 2).

- Fiscalité différée

Ces « actifs financiers courants » évalués à la juste valeur par résultat (représentatifs de valeurs mobilières de placement) sont soumis au régime fiscal (court terme) des plus-values sur titres de placement au taux d'IS de droit commun de 33,33%. L'effet d'impôt différé est constaté au résultat.

- Risque de marché

La société n'a pas recours à des produits financiers complexes qui la conduiraient à s'exposer à un risque de marché significatif. Néanmoins, comme les actifs financiers courants sont principalement composés d'actions cotées du CAC40, la société reste exposée aux fluctuations des marchés boursiers pour ce qui concerne la juste valeur.

Note 9 – Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société

Voir tableau de variation des capitaux propres.

Le capital social se compose de 798 237 actions.

- Information sur l'actionnariat de Schaeffer-Dufour

L'actionnariat de Schaeffer-Dufour SA se décompose comme suit :

- HGD Participations SAS à 86,28%
- Famille Dufour et petits porteurs à 13,72%

L'actionnariat de HGD Participations se décompose de la manière suivante :

- Techniphoto SAS à 35,12%
- A.Salmon SAS à 7,39%
- François-Régis Motte à 15,96%
- Autres personnes physiques 41,53 %

Note 10 – Participations ne donnant pas le contrôle

Ce poste comprend les montants des capitaux propres des sociétés intégrées globalement pour la quote-part n'appartenant pas au groupe, soit :

<i>En milliers d'euros</i>	Montant
Ouverture	15 771
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	581
Autres variations	-418
Cloture	15 934
<i>Dont Salmon et Cie</i>	<i>15 039</i>
<i>Dont Autres</i>	<i>895</i>

- Information sur les Intérêts détenus par des tiers dans les filiales d'importance significatives

L'information sur les intérêts détenus par les tiers (participations ne donnant pas le contrôle) dans les filiales d'importance significatives se détaille de la manière suivante :

Nom de la filiale d'importance significative :	Salmon et Compagnie SA
Siège social :	66 rue Jean-Baptiste Lebas 59 910 Bondues (France)
Activité :	Ancienne holding textile aujourd'hui sans objet industriel qui est devenue actuellement une « société holding d'investissement ».
Principaux actifs :	Les actifs générés sont : des participations dans des fonds de private equity (Siparex) ; des participations minoritaires dans des sociétés non cotées de secteurs d'activité diversifiés (imprimerie) ; des valeurs mobilières de placement, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (Société de Négoces et de Participations)
Identité des tiers :	Famille Coisne et Famille Salmon
Part du capital détenue par les tiers :	49,1 % (soit 4.714 actions sur un total de 9.600)
Pourcentage de droits de vote détenus par les tiers :	49,1%
Dividendes distribués :	707 K€

- Contribution et comptes résumés de la filiale Salmon et Cie

La contribution et les comptes résumés de la filiale d'importance significative Salmon et Cie sont détaillés ci-après. On notera que cette filiale porte la grande majorité des actifs financiers du Groupe.

(en milliers d'euros)	Salmon et Cie		Autres		Consolidé	
	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13
Chiffre d'affaires						
Coût d'achat et charges externes	- 108	- 94	- 299	- 266	- 407	- 359
Charges de personnel	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-	-	-	-	-	-
Reprise sur provisions et dépréciations	-	-	-	-	-	-
Autres charges opérationnelles	2	- 74	- 12	5	- 10	- 69
Résultat opérationnel	- 107	- 168	- 310	- 261	- 417	- 428
Coût de l'endettement financier net	1 350	1 035	270	62	1 620	1 097
Autres produits financiers	950	4 088	104	731	1 054	4 819
Autres charges financières	- 463	- 679	- 421	- 310	- 884	- 989
Résultat financier	1 837	4 444	- 47	483	1 790	4 927
Résultat des sociétés mises en équivalence			103	449	103	449
Résultat avant impôt	1 730	4 276	- 254	671	1 476	4 948
Charge d'impôt	- 735	- 1 661	- 0	-	- 735	- 1 661
Résultat après impôt	995	2 615	- 254	671	741	3 287
Résultat net d'impôt des activités cédées	-	-	-	-		
Résultat net de la période	995	2 615	- 254	671	741	3 287
<i>dont part attribuable aux propriétaires du groupe</i>	<i>505</i>	<i>1 332</i>	<i>- 344</i>	<i>388</i>	<i>161</i>	<i>1 720</i>
<i>dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>488</i>	<i>1 285</i>	<i>93</i>	<i>282</i>	<i>581</i>	<i>1 567</i>

	Salmon et Cie		Autres		Consolidé	
	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	4 678	4 655	8 446	8 508	13 124	13 163
TOTAL ACTIFS COURANTS	30 159	30 001	5 070	4 940	35 229	34 941

<i>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</i>	10 015	9 738	12 481	12 552	22 496	22 290
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>	15 039	15 075	895	696	15 934	15 771
TOTAL CAPITAUX PROPRES	25 054	24 813	13 376	13 248	38 430	38 061
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	9 227	9 205	0	0	9 227	9 205
TOTAL PASSIFS COURANTS	556	637	140	201	696	838

Note 11 - Impôts différés

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et les valeurs fiscales sauf exceptions prévues par la norme.

En milliers d'euros Impôts différés passifs	Exercice 2014			Exercice 2013		
	ID sur juste valeur des actifs financiers	Différence temporelles	Total IDP	ID sur juste valeur des actifs financiers	Différence temporelles	Total IDP
IDP A L'OUVERTURE	8 294	0	8 294	6 993	0	6 993
Variation de périmètre			0			0
Variation par résultat	314		314	1 301		1 301
Variations par autres éléments du résultat global			0			0
IDP A LA CLOTURE	8 608	0	8 608	8 294	0	8 294

Les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur. La comptabilisation d'une différence d'estimation fait donc naître un décalage temporel susceptible d'être taxé à l'impôt sur les bénéfices au cours des périodes futures. Un impôt différé est donc comptabilisé conformément à la norme. Pour ce faire, il est appliqué à la base fiscale le taux d'imposition applicable, la base fiscale correspondant à l'écart entre la valeur comptable (juste valeur) et la valeur fiscale (valeur nette comptable issue des comptes sociaux).

S'agissant de Salmon et Cie, un impôt différé passif au taux d'IS normal est constaté sur la totalité de la différence d'estimation. La société n'ayant entre autres aucun déficit fiscal reportable en avant, aucun impôt différé actif n'est comptabilisé.

La société Afratex est une société holding « pure » de droit suisse. A ce titre elle n'est soumise à aucun impôt cantonal ou fédéral direct. En conséquence aucun impôt différé n'est constaté.

La société Schaeffer Dufour dispose d'un déficit fiscal reportable en avant. La planification de la récupération de ces déficits fiscaux sur les bénéfices fiscaux futurs n'étant pas déterminable avec précision, aucun impôt différé actif n'est constaté. Néanmoins, en raison du montant du déficit fiscal reportable en avant, aucun impôt différé passif n'est constaté sur les différences d'estimation, étant donné qu'il est peu probable que la société paye de l'IS à moyen terme au vu de ses résultats et de ses plus-values long terme soumis au taux d'IS réduit en vigueur de 0%.

Note 12 – Dettes financières

12.1 Tableau des dettes financières

en milliers d'euros	Passif à la juste valeur	Passif au cout amorti	Cloture	Ouverture
Emprunts bancaires		618	618	911
Autres		0	0	0
Total dettes financières non courantes	0	618	618	911
Concours bancaires		0	0	0
Autres		0	0	0
Total dettes financières courantes	0	0	0	0
TOTAL	0	618	618	911

12.2 Caractéristique des emprunts

Souscripteur	Date de souscription	Nominal	Durée	Taux d'intérêt	Couverture	Covenant
Salmon	janvier 2011	450 K€	5 ans	2,70 % fixe	Néant	Non
Salmon	juin 2012	1.000 K€	5 ans	Euribor 3 mois + 1,6 %	Néant	Non

12.3 Echancier des dettes financières

<i>en milliers d'euros</i>	à - 1 an	à + 1 an et - 5 ans	à + 5 ans	Cloture	Ouverture
Emprunts bancaires	294	324	0	618	911
Autres	0			0	0
Total dettes financières non courantes	294	324	0	618	911
Concours bancaires	0			0	0
Autres	0			0	0
Total dettes financières courantes	0	0	0	0	0
TOTAL	294	324	0	618	911

Note 13– Passifs courants

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
<i>Dettes financières courantes</i>	1	1
<i>Dettes fournisseurs</i>	91	46
<i>Dettes sociales</i>	0	0
<i>Dettes fiscales</i>	63	15
<i>Autres créiteurs</i>	541	777
TOTAL	696	838

- Information sur les autres créiteurs

Le poste « autres créiteurs » est principalement composé des dettes sur fournisseurs d'immobilisations représentative de capital souscrit non appelé et non encore libéré.

- Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe.

Note 14 – Informations sur les actifs et passifs financiers

14.1 Tableau des valeurs comptables par catégorie d'actifs et de passifs financiers

<i>en milliers d'euros</i>	Juste valeur par résultat	Juste valeur par autres éléments du résultat global	Créances et prêts	Dettes à la juste valeur	Dettes au cout amorti	Cloture	Ouverture
Actifs financiers non courants		3 235	1 351			4 586	5 026
Total actifs non courants	0	3 235	1 351	0	0	4 586	5 026
Créances			471			471	340
Créances sur cessions d'immobilisations			0			0	0
Actifs financiers courants	33 905					33 905	33 549
Trésorerie et équivalents de trésorerie	853					853	1 052
Total actifs courants	34 758	0	471	0	0	35 229	34 941
TOTAL ACTIF	34 758	3 235	1 822	0	0	39 815	39 967

Dettes financières non courants					619	619	911
Total passifs non courants	0	0	0	0	619	619	911
Dettes financières courantes					1	1	1
Dettes fournisseurs					91	91	46
Dettes d'impôts courantes					63	63	15
Autres créditeurs					541	541	777
Total passifs courants	0	0	0	0	696	696	839
TOTAL PASSIF	0	0	0	0	1 315	1 315	1 750

Il n'y a pas eu de transfert de catégorie.

14.2 Tableau des justes valeurs par classe d'actifs et passifs financiers et niveau de hiérarchie

<i>en milliers d'euros</i>	Valeur d'achat	Dépréciation	Différence d'estimation	Juste valeur	JV de niveau 1	JV de niveau 2	JV de niveau 3	Total JV
Actifs financiers non courants disponibles à la vente	5 724	-2 559	627	3 791	0	2 796	995	3 791
Actifs financiers courants à la JV par autres éléments du résultat global	8 099	-	25 451	33 550	10 983	22 566	0	33 550
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 052	-	0	1 052	1 052			1 052
Total à l'ouverture	14 875	-2 559	26 078	38 393	12 035	25 362	995	38 392
Actifs financiers non courants disponibles à la vente	4 239	-1 840	835	3 233	0	2 498	736	3 234
Actifs financiers courants à la JV par autres éléments du résultat global	7 532	-	26 373	33 905	10 238	23 667	0	33 906
Trésorerie et équivalents de trésorerie	853	-	0	853	853			853
Total à la cloture	12 624	-1 840	27 208	37 991	11 091	26 165	736	37 992

Il n'y a pas eu de transfert de niveau

Note 15 – Informations sectorielles

Le Groupe est aujourd'hui sans objet industriel et peut être qualifiée de « société holding d'investissement » dont les principaux secteurs d'activité sont :

- secteur financier : placement de trésorerie et participations dans des fonds de private equity
- secteur imprimerie : participations minoritaires dans des sociétés non cotées d'imprimerie

L'information sectorielle (information par branche d'activité) se présente comme suit :

- Secteur Financier : Schaeffer-Dufour, Salmon et Cie, Afratex, Norgefi,
- Secteur Imprimerie : Impression Directe, Nord'Imprim, Typoform, Kali, On Print, Mag 5 SF et Sopedi

(en milliers d'euros)	Financier		Imprimerie		Consolidé	
	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13
Chiffre d'affaires					-	-
Coût d'achat et charges externes	- 407	- 359	-	-	- 407	- 359
Charges de personnel	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-	-	-	-	-	-
Dotation aux provisions et dépréciations	-	-	-	-	-	-
Autres produits et charges opérationnels	- 10	- 69	-	-	- 10	- 69
Résultat opérationnel	- 417	- 428	-	-	- 417	- 428
Coût de l'endettement financier net	1 620	1 097	-	-	1 620	1 097
Autres produits financiers	1 054	4 819	-	-	1 054	4 819
Autres charges financières	- 884	- 989	-	-	- 884	- 989
Résultat financier	1 790	4 927	-	-	1 790	4 927
Résultat des sociétés mises en équivalence	12	102	91	347	103	449
Résultat avant impôt	1 385	4 601	91	347	1 476	4 948
Charge d'impôt	- 735	- 1 661	-	-	- 735	- 1 661
Résultat après impôt	650	2 940	91	347	741	3 287
Résultat net d'impôt des activités cédées					-	-
Résultat net de la période	650	2 940	91	347	741	3 287
<i>dont part attribuable aux propriétaires du groupe</i>	<i>157</i>	<i>1 720</i>	<i>3</i>	<i>90</i>	<i>161</i>	<i>1 810</i>
<i>dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</i>	<i>493</i>	<i>1 567</i>	<i>88</i>	<i>118</i>	<i>581</i>	<i>1 685</i>

	Financier		Imprimerie		Consolidé	
	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13	31/12/14	31/12/13
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	6 153	6 453	6 971	6 710	13 124	13 163
TOTAL ACTIFS COURANTS	35 229	34 941		0	35 229	34 941
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	9 227	9 205		0	9 227	9 205
TOTAL PASSIFS COURANTS	696	838		0	696	838

Note 16 - Résultat financier.

16.1 Informations

Dans la présente annexe sont explicitées :

- en notes 6 et 8, la formation et la ventilation par classe des actifs financiers ainsi que les modalités de détermination de la juste valeur.
- en note 12, la ventilation par catégorie et échéances des passifs financiers
- en note 14.1, la ventilation par catégorie des actifs et passifs financiers
- en note 14.2, la ventilation des justes valeurs par classe d'actifs et passifs financiers et niveau de hiérarchie
- en note 15, la ventilation sectorielle du résultat financier

Les autres produits financiers sont composés des variations positives de juste valeur par le bais du résultat et des profits sur cessions d'actifs financiers disponibles à la vente.

Les autres charges financières sont composées des variations négatives de juste valeur par le bais du résultat, des dépréciations et des pertes sur cessions d'actifs financiers disponibles à la vente

16.2 Composition

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
Produits d'intérêt générés par la trésorerie	814	832
Résultat de cession d'équivalents de trésorerie	821	291
Charges d'intérêt sur opérations de financement	(15)	(26)
Coût de l'endettement financier net	1 620	1 097
Dividendes reçus		
Profit sur cession de titres non consolidés		
Gains sur cession des actifs financiers non courants	0	40
Variation positive de juste valeur des actifs financiers courants	1 043	4 779
Autres produits financiers	11	
Autres produits financiers	1 054	4 819
Dépréciation de titres non consolidés		
Perte sur cession de titres non consolidés		
Perte sur cession de titres mis en équivalence	(461)	
Dépréciation des actifs financiers non courants	(245)	(679)
Pertes sur cession des actifs financiers non courants		
Variation négative de juste valeur des actifs financiers courants	(176)	(309)
Autres charges financières	(2)	(0)
Autres charges financières	(884)	(989)
Résultat financier	1 790	4 928

En lien avec la Note 8, le résultat financier est principalement impacté par la variation de la juste valeur des actifs financiers courants qui sont analysés comme étant des actifs financiers évalués en juste valeur avec effet de la variation en résultat, et plus particulièrement par Sonepar qui est logé dans la filiale Salmon & Cie.

16.3 Résultat sur cession de titres

Les mouvements sur titres d'une filiale mise en équivalence sont comptabilisés en résultat financier à la date de perte d'influence notable ou à la date de variation du pourcentage d'intérêts.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014		
	Prix de cession	Valeur comptable cédée	Résultat de cession
<i>TYPOFORM</i>	1 055	-1 516	-461
Total	1 055	-1 516	-461

Note 17- Impôts sur les résultats.

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts sur les bénéfices de toutes les sociétés du groupe. Cet impôt est corrigé de la fiscalité différée (voir Note 11).

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2014	31/12/2013
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	420	360
<i>Impôts différés</i>	315	1 301
TOTAL	735	1 661

Note 18 - Personnel

18.1 Effectif

	31/12/2014	31/12/2013
<i>Cadres</i>	0	0
<i>Non cadres</i>		
Total	0	0

18.2 Engagement de retraite.

Compte tenu de l'absence de personnel, le montant de l'engagement en matière de retraite est nul.

18.3 Rémunération des dirigeants.

Les dirigeants de Schaeffer Dufour n'ont pas de contrat de travail dans les sociétés du groupe. Par contre ils perçoivent des jetons de présence.

Note 19 – Parties liées

Parties liées	Avec	Nature de la convention avec la partie liée	Montant des transactions avec la partie liée	Autres informations
Techniphoto	Schaeffer Dufour	prestations managériales, de direction et d'assistance.	charge de 30 K€	-
Techniphoto	Schaeffer Dufour	prestation administrative, comptable et financière	charge de 45 K€	-
Techniphoto	Salmon et Cie	services rendus et du temps passé sur les différents dossiers.	charge de 30 K€	-
Techniphoto	Salmon et Cie	prestation administrative, comptable et financière	charge de 10 K€	-
HGD Participations	Schaeffer Dufour	Compte courant rémunéré	Créance de 190 K€	Euribor 3 mois